

François FONTAN

E t h n i s m e

**Vers
un nationalisme
humaniste**

1961

François FONTAN

E t h n i s m e

Vers
un nationalisme
humaniste

1961

« A la jeunesse du monde entier pour
qu'elle rejette autant le faux natio-
nalisme réactionnaire que le faux
socialisme cosmopolite.

A la jeunesse d'Occitanie afin qu'elle
ose être elle-même, pour la première
fois depuis sept cents ans. »

A Serge C...

Pour une Internationale des Nationalismes

ETHNISME

« La parole n'est pas l'expression de l'homme, mais ce qui le constitue. La parole n'est pas le signe des rapports humains, mais ce qui les fonde. La parole, c'est l'exacte mesure de l'homme ».

J. CONILH (« Esprit »).

« S'il y a une logique historique valable pour l'évolution des classes et de leurs conflits, il existe également une logique de l'histoire valable pour le développement et la prise de conscience des nations ».

R. MISRAHI (« Les Temps Modernes »).

« Le socialisme ne se sépare plus de la vie, il ne se sépare plus de la nation ».

J. JAURES.

DU MÊME AUTEUR :
A paraître :
LA NATION OCCITANE ET LES CLASSES SOCIALES

INTRODUCTION

Les forces de droite se sont cantonnées jusqu'à présent dans un nationalisme non-scientifique, disons plus exactement un patriotisme sentimental et borné qui les a entraînées aux pires aberrations impérialistes, et ceci au plus grand dam des véritables intérêts nationaux.

Les forces de gauche malheureusement obnubilées par les problèmes de classes n'ont pendant longtemps pas étudié les problèmes de nations ; la première approche scientifique de ces questions signée de Staline, se révèle toujours davantage inappliquée parce que confuse, inapplicable, et en grande partie fausse.

Pendant ce temps l'histoire du monde est en marche à une allure accélérée et nous montre que nous sommes plus que jamais à l'ère des nationalismes.

Après que le problème politique fondamental eut paru être celui de la dictature ou de la démocratie, puis celui du capitalisme ou du socialisme, il se révèle maintenant que l'option première est entre impérialisme et internationalisme, quoique puissent en penser les tenants des diverses logomachies, tous les dogmatiques et mythologues attardés. Albert Memmi écrivait dans « Les Temps Modernes » d'avril 1951 : « ... De tout cela il a résulté une gêne certaine dans l'attitude socialiste à l'égard du nationalisme, un flottement dans l'idéologie des partis ouvriers. La réserve des journalistes et essayistes de gauche devant ce problème est à cet égard fort significative. Ils l'envisagent le moins possible ; ils n'osent ni le condamner, ni l'approuver ; ils ne savent comment ni s'ils veulent l'intégrer, le faire passer dans leur compréhension de l'avenir historique. En un mot la gauche actuelle est dépaylée devant le nationalisme. »

C'est dans l'intention d'apporter une étude objective et une solution rationnelle de ce problème, dans le cadre d'un humanisme scientifique global, que le présent ouvrage a été écrit.

HUMANITÉ ET NATIONS

L'humanité n'apparaît pas comme un tout uniforme composé d'individus rigoureusement identiques ; à côté de certaines caractéristiques communes à tous les êtres humains, et d'autres propres à chaque individu, apparaissent des caractéristiques communes à une certaine fraction de l'humanité.

Outre la division de l'humanité en sexes et en « classes d'âge », et à côté de la division en classes qui est d'ordre économique, existe une autre séparation qui est d'ordre linguistique, racial et territorial, la séparation en ethnies.

De même que les classes se définissent selon un critère économique, mais recouvrent des réalités humaines globales et pas seulement économiques, de même les ethnies recouvrent elles aussi des réalités humaines globales et pas seulement linguistiques.

La division de l'humanité en ethnies est antérieure à la division du travail et donc à l'existence des classes.

La classe se définissant par la situation dans les rapports de production (et dans la consommation) est une catégorie sociale universelle ; tout individu appartient à un groupe humain d'essence économique délimité horizontalement, la classe, et à un groupe humain d'essence linguistique délimité verticalement, la nation ou ethnies.

Les faits économiques et les faits linguistiques (et les faits amoureux) ne sont pas produits les uns par les autres, mais sont des activités fondamentales de l'espèce humaine.

Chacun de ces aspects de la réalité humaine pose des problèmes spécifiques, mais liés entre eux, dont les solutions ne peuvent pas plus être déduites les unes des autres que trouvées isolément.

Cela suppose un relativisme humaniste, un humanisme scientifique, dont la sociologie marxiste (révisée par l'étude de l'évolution sociale des cent dernières années) est l'un des piliers fondamentaux, avec l'ethnologie d'une part, la psycho-physiologie et la parapsychologie d'autre part, et qui, mieux que des a-priori dogmatiques du matérialisme et du spiritualisme, peut s'accommoder d'un énergétisme cosmique et d'un agnosticisme.

DÉFINITION DE LA NATION

La nation est l'ensemble des hommes :

a) parlant, ou ayant parlé, une même langue, c'est-à-dire entre lesquels existe l'intercompréhension provenant de similitudes phonologiques, grammaticales et lexicales.

Il n'y a pas deux individus parlant exactement pareil ; dans les limites où les variantes individuelles, locales, régionales, n'empêchent pas l'intercompréhension, existe l'unité linguistique, le « groupe de parlans apparentés », l'ethnie. On ne peut s'étonner que le principe d'intercompréhension n'ait pas cette rigueur mathématique dont sont dépourvues les sciences humaines.

b) habitant, ou ayant habité, un même territoire, c'est-à-dire une partie de la surface terrestre, ou contiguë, ou dont les parties sont reliées entre elles par la mer. La mer plus qu'une barrière est un lien ; la considérer comme une rupture de l'unité territoriale signifierait par exemple qu'il existe nécessairement autant de nations que d'îles danoises, grecques, japonaises, polynésiennes, et que les Turcs de Thrace et d'Anatolie forment deux nations différentes.

Le territoire ne correspond pas obligatoirement à des limites naturelles (par exemple, celles-ci sont inexistantes depuis le nord de la France jusqu'à l'Oural), et il n'est appréciable que par l'indice linguistique. La langue a seule une valeur d'indice permettant de déterminer pratiquement quand et jusqu'où il y a nation.

LANGAGE ET PENSÉE

Les êtres humains sont des êtres sociaux ; une société n'existe pas sans cette fonction fondamentale, cette force socialisante : la communication entre ses membres, le langage. Le système de communication dans l'espèce humaine est essentiellement le langage parlé.

L'être humain n'a d'abord que des sensations, de même que les animaux ; le langage humain est le moyen de transmettre, de rendre sensibles aux autres, ses propres

les caractères raciaux et les connaissances et institutions sociales, enfin des rapports entre groupes humains rendus différents par ces influences. Plus exactement l'histoire résulte de l'action de ces forces d'une part, des tendances et besoins propres à l'espèce humaine d'autre part. Mais si l'on admet l'unité originelle de celle-ci, ces tendances et besoins fondamentaux étaient identiques à l'origine chez tous les hommes, le demeurent tant qu'une nouvelle espèce n'est pas issue de l'espèce humaine, et les différentes manifestations de ces tendances, leurs nuances, ne peuvent provenir que de l'action diversifiante du milieu. C'est selon ce conditionnement naturel que se manifeste différemment la créativité humaine. Et c'est seulement en l'insérant dans ce cadre, et en l'adaptant en conséquence, que demeure valable le schéma historique marxiste.

Il existe d'une part les conditions géographiques propres à chaque pays : nature des sols et des sous-sols, relief, hydrographie, climat, flore, faune, et d'autre part les tendances et besoins communs à l'espèce humaine toute entière : besoins économiques, amoureux, intellectuels. Les besoins économiques (alimentation, habitation, vêtement) sont plus ou moins grands selon les climats, et plus ou moins faciles à satisfaire selon les richesses naturelles et le nombre des hommes. Les besoins amoureux sont également plus ou moins grands et plus ou moins précoces selon les climats, mais à l'inverse des besoins économiques, d'autant plus impérieux qu'il fait plus chaud (l'érotisation dépendant en particulier de l'intensité des radiations d'orgone émises par le soleil) ; leur satisfaction dépend aussi du « sex-ratio » particulier à chaque race.

En conséquence dans les pays plus froids les désirs de connaissance se porteront davantage vers la connaissance de la matière (de la nature non-humaine), et dans les pays plus chauds ces désirs se porteront plutôt vers la connaissance de l'homme. En outre, les activités intellectuelles seront plus difficiles dans les pays aux climats excessifs.

Il ne s'agit là que de quelques exemples approximatifs, mais on doit en réalité rechercher quelles sont les grandes influences qui ont créé pour chaque nation ce qu'on appelle le caractère national, et l'expression objective de ce dernier, la culture nationale.

On doit créer une véritable psychologie ethnique.

LES AUTRES CARACTÉRISTIQUES DE LA NATION

La nation possède une culture, une vie économique commune, un état, une conscience ethnique. Cela est exact si l'on admet que ces termes peuvent recouvrir des réalités diverses et n'ont aucune valeur indicative du fait national.

Une civilisation, une culture, est un ensemble de connaissances, de techniques, d'idées, de productions littéraires et artistiques, ainsi qu'une certaine organisation des rapports entre classes, entre sexes, et entre générations. Il serait d'ailleurs préférable d'employer le terme culture uniquement dans son sens étroit : ensemble des productions littéraires et artistiques, et d'utiliser civilisation pour parler de la culture au sens global.

La nation a une civilisation ; on pourrait presque dire que la nation est une civilisation, et aussi que toute civilisation est un fait national, mais une civilisation est un ensemble trop vague, trop difficile à apprécier exactement, de même que la race, pour pouvoir être utilisé autrement que par l'intermédiaire de la langue qui l'exprime.

La nation est soumise à certaines conditions économiques communes ; cela ressort de la communauté territoriale et de la communauté culturelle, qui implique une certaine unité des techniques et des structures sociales. Chaque nation possède sa propre structure économique-sociale. On peut certes parler du capitalisme ou du socialisme en général, mais seulement jusqu'à un certain point.

Les capitalismes anglo-américain, français, allemand, portugais, japonais, d'une part, les socialismes russe, chinois, serbocroate, d'autre part, ont suffisamment de traits communs pour qu'on puisse les ranger sous une même étiquette, mais ils ont également un grand nombre de traits différents qui font de ces régimes des réalités différentes. Les transformations et révolutions dans un pays ne sont jamais exactement le calque de ce qui s'est fait ailleurs, parce que subsistent des éléments différents d'un ordre ancien différent, parce qu'il existe des nuances dans

les innovations apportées, parce que des facteurs permanents feront réapparaître certains traits momentanément et superficiellement supprimés.

Mais il ne faut cependant pas croire que la communauté de traits économiques au sein d'une ethnie suppose nécessairement l'existence d'un marché national relativement fermé (ce qui reviendrait d'ailleurs à dire que l'existence de la nation suppose l'existence de l'état national). Si cela était, il n'y aurait jamais eu que très peu de nations, et toutes les nations englobées actuellement dans de plus vastes marchés auraient perdu toute existence. Il est évident que la Pologne a pu pendant des siècles avoir une économie féodale, puis être coupée en trois marchés « nationaux » pendant tout le XIX^e siècle, et n'a cependant pas attendu 1918 pour former une des nations les plus vigoureuses d'Europe.

Si l'on mettait « unité de planification » au lieu de « marché national », il n'y aurait plus alors qu'une seule nation en U.R.S.S., tandis que l'Allemagne orientale et l'Azerbaïdjan soviétique seraient des nations différentes de l'Allemagne occidentale et l'Azerbaïdjan annexé à l'état persan.

Il est seulement exact de dire que la nation tend à constituer une unité économique cohérente.

De même l'ethnie tend à constituer une unité politique ; cette tendance à l'unité politique peut aller jusqu'à un état centralisé moderne, se réduire dans des sociétés anarchiques à quelques institutions culturelles et à une simple prééminence de personnages influents, ou même faire complètement défaut, ceci en général pour des causes extérieures.

Il existe des états nationaux et des états uniquement de classe. Un état est toujours l'expression des intérêts d'une ou de plusieurs classes (ou d'une fraction de classe) d'une certaine nation. Mais il est également, ou n'est pas, l'expression de la conscience qu'a un peuple d'appartenir à une communauté culturelle et l'expression des intérêts de ce peuple vis-à-vis des autres peuples. Par exemple l'état luxembourgeois est simplement l'organe d'une fraction locale de la bourgeoisie allemande qui estime avoir intérêt à conserver un état particulier. Le

Pakistan exprime uniquement les intérêts des grands propriétaires fonciers et d'une caste cléricale, conjugués avec ceux de la bourgeoisie impérialiste anglo-américaine.

Tandis que les états tchécoslovaque et roumain d'avant-guerre représentaient certes les intérêts des bourgeois et des féodaux indigènes, mais exprimaient aussi les consciences nationales tchécoslovaque et roumaine, et dans une certaine mesure défendaient les intérêts nationaux tchécoslovaques et roumains.

L'état est le produit de rapports de force entre nations, entre classes, et même entre groupes et cliques divers. Même stable, comme le sont ou l'étaient la Suisse, l'Autriche-Hongrie, l'U.R.S.S., Monaco, l'Uruguay, l'état n'est pas un indice permanent de la nation.

La communauté ethnique (linguistique et culturelle) est un fait d'une telle importance dans la vie humaine que ses membres ne peuvent pas ne pas en avoir conscience. Cette conscience nationale peut être plus ou moins développée, aller d'un subconscient collectif à une véritable conscience ethnique pleinement développée, d'une part selon des causes extérieures (invasions, assimilations), d'autre part selon l'intensité des rapports économiques et culturels à l'intérieur de la nation, enfin selon des influences de classe.

Il est certain qu'à ses origines toute nationalité a eu une « histoire commune », mais on ne peut faire de cette communauté historique un indice permanent de la nation.

Il faudrait pour cela que l'unité nationale soit toujours donnée, et non point à parfaire ou à refaire, c'est-à-dire que les impérialismes n'existent pas, ou tout au moins qu'ils prennent soin de traiter de façon identique toutes les fractions d'une même nation. Les actions impérialistes, les variantes locales ou régionales des événements historiques, apportent certes des atteintes plus ou moins profondes à l'homogénéité nationale, mais demeurent secondaires tant qu'elles n'ont pas changé radicalement le caractère linguistique et racial de la population considérée. Les multiples et contradictoires accidents historiques ne peuvent servir de critère distinctif de la nationalité.

RÉGIONS ET FAMILLES ETHNIQUES

A l'intérieur de chaque nation existent les subdivisions que sont les régions. La région est essentiellement une notion de géographie physique et économique ; les nuances dialectales, culturelles, raciales, qui peuvent également la caractériser sont trop faibles pour jouer un rôle déterminant. Il n'y a pas de vie intellectuelle indépendante de la région, ni de conscience régionale, parce que aucun des trois faits fondamentaux de la vie individuelle (situation dans les rapports de production, communication linguistique, rapports amoureux et familiaux) n'est profondément affecté par l'appartenance régionale. Les diversités régionales pour secondaires qu'elles soient, posent le problème assez peu important, mais réel, de la décentralisation, d'un certain fédéralisme, au sein de la nation.

Entre les diverses nations existe une ressemblance, une parenté plus ou moins étroite. Il existe ainsi des familles ethno-linguistiques telles que les peuples latins ou sémites, et des familles de familles telles que les Indo-Européens ou les Kamito-Sémites. Il ne faut d'ailleurs pas surestimer l'importance de ces ressemblances d'ordre génétique, car une langue peut également avoir de profondes ressemblances avec une langue d'origine différente en raison de toutes sortes d'influences convergentes.

Il existe également des parentés de civilisation ne coïncidant pas avec les parentés linguistiques ; il peut ainsi y avoir des faits techniques, sociaux ou religieux, dont l'extension ne correspond pas avec les familles linguistiques, et qui sont autant de liens entre des nations ethniquement très différentes.

NAISSANCE, ÉVOLUTION ET MORT DES NATIONS

Les nations comme tout organisme vivant ne sont ni éternelles ni immuables ; elles naissent, se transforment, puis meurent ou se perpétuent.

La naissance, l'évolution et la mort des nations dépendent :

a) de facteurs géographiques,

b) de facteurs internes : composition raciale, natalité et mortalité, invention et adoption des techniques, luttes sociales et politiques, création et diffusion des idéologies,

c) de facteurs externes : rapports de force avec les autres nations, et influences raciales, économiques et culturelles de ces nations.

Tous ces facteurs agissent et réagissent les uns sur les autres. Trois d'entre eux sont particulièrement importants : les moyens matériels de communication, l'évolution démographique et la surpopulation qui peut en résulter (laquelle est toujours relative aux forces productives et à la structure sociale données), les rapports de force entre nations.

La naissance d'une nation a toujours pour origine un mouvement de population, une émigration ou une immigration, une scission au sein d'une ethnie déjà existante. Les deux tronçons ainsi formés peuvent être soumis à des influences géographiques différentes, à des influences étrangères (raciales en particulier) différentes ; les relations entre les deux groupes peuvent être rompues. On peut ainsi aboutir à la rupture de l'unité ethnique, et à la formation de deux ou plusieurs langues, de deux ou plusieurs nations différentes.

A partir d'une probable (mais non certaine) unité originelle, l'humanité a ainsi abouti à son actuelle composition ethnique, par scissiparités successives au cours des nombreux millénaires qu'a duré le peuplement de la terre. Les parentés plus ou moins éloignées entre les diverses langues sont le résultat de ce développement historique.

Une fois constituée, la nation évolue, principalement dans sa structure sociale et dans l'ensemble de sa civilisation. Une caractéristique essentielle de l'évolution de la nation est la tendance à l'unité, à l'homogénéité, à une plus pleine existence, mais les divers aspects de la nation peuvent ne pas évoluer simultanément, et cette évolution peut comporter des régressions momentanées.

Lorsque une nouvelle ethnie apparaît au milieu de la décomposition anarchique de l'unité précédente, son état linguistique est le plus souvent celui du groupe de parlers apparentés : tel était par exemple l'état de l'ethnie française après l'éclatement de l'unité latine. Lorsque au sein de ce groupe de parlers se forme une langue commune (qui devient en même temps langue littéraire), on passe de la nationalité à la nation. La langue commune n'apparaît jamais spontanément dans toute la nation : elle est l'œuvre plus ou moins consciente de classes dirigeantes ou de groupes intellectuels. Elle n'est jamais exactement le dialecte maternel d'une fraction locale de la population, mais à des degrés divers une combinaison des différents dialectes ; elle se forme sur la base des dialectes centraux plus ou moins modifiés par des traits des dialectes périphériques : l'italien est ainsi du toscan modifié, le serbocroate du bosniaque modifié. Certaines langues comme le français se rattachent plus étroitement au dialecte central, tandis que d'autres comme l'allemand sont davantage une combinaison entre les divers dialectes.

Un exemple de régression momentanée est celui des dialectes grecs qui ont fourni une première langue commune, laquelle a ensuite régressé au stade dialectal, avant que n'apparaisse récemment une seconde langue commune.

Le terme de nationalité peut aussi s'appliquer à une ethnie n'ayant pas encore réalisé, ou ayant perdu son unité et son indépendance politiques. Les Norvégiens, les Bulgares, les Hébreux, les Birmans, sont parmi les nombreux peuples ayant formé leur état national, et qui ont perdu, puis reconquis, leur unité politique.

L'évolution linguistique interfère avec l'évolution économique sociale et politique, mais ne coïncide pas purement et simplement : la langue commune italienne existe depuis la fin du Moyen-âge, mais l'unité politique s'est faite à la fin du XIX^e siècle.

Des nations possédant leur langue commune, jouissant d'un haut degré de développement économique et culturel, n'ont pas réalisé, ou ont perdu, leur unité politique ; telle est l'ethnie de langue allemande, et telle est l'ethnie de langue anglaise. Alors que des nations arriérés

économiquement telles que la Chine d'avant 1950, le Japon d'avant 1868, avaient approximativement leur langue commune et nettement leur état national depuis des siècles ou des millénaires.

La mort d'une ethnie peut survenir par évolution divergente et scission, ou par destruction pure et simple.

Dans le premier cas sont l'ethnie slave, l'ethnie latine, dont la disparition a créé de nouvelles nations. Dans le second cas sont les Sumériens, les Gaulois, les Dalmates, les Tasmaniens, les Vieux-Prussiens.

Une nation n'existe plus lorsque sa langue a complètement disparu de l'usage populaire parlé. Cependant, si une langue abandonnée pour l'usage courant continue d'être habituellement utilisée comme langue savante, comme langue culturelle, et si cette langue n'a pas, par ailleurs, produit de nouvelles langues nationales, elle continue d'être le support d'une ethnie qui peut être animée d'une vigoureuse conscience nationale. Tel est le cas des Hébreux, des Egyptiens-Coptes.

La perte du territoire national et la dispersion des membres de la nation est un très grave facteur de désagrégation, mais ne signifie pas obligatoirement la mort de la nation, comme le montre encore l'exemple hébreu. Dans de tels cas, l'existence d'une idéologie nationale (religieuse ou autre) et la force culturelle de celle-ci jouent un rôle souvent important dans la conservation de la nation, mais non point indispensable comme le prouve la survie des Mordves et mieux encore celle des Tziganes.

LES NATIONS A L'ÉPOQUE MODERNE

Depuis quelques siècles, à mesure que s'universalisent certaines caractéristiques essentielles de la civilisation moderne, l'histoire des nations paraît être entrée dans une nouvelle phase, et l'on assiste à une évolution générale accélérée.

a) Le peuplement de la Terre n'est pas totalement achevé, mais est en voie d'achèvement. Il n'y a presque plus de territoires vides ; la surpopulation relative est plus restreinte ; le métissage et les émigrations massives deviennent plus rares. En outre, les moyens de communication se sont infiniment améliorés et, en conséquence, les grandes émigrations lorsque elles se font n'entraînent pas une rupture des relations avec la mère-patrie. Le résultat est qu'il ne se forme plus de nouvelles ethnies.

b) Toutes les ethnies acquièrent l'une après l'autre à une allure accélérée une cohésion de plus en plus grande dans tous les domaines. Les langues communes nationales se forment, l'unité économique se réalise, l'indépendance et l'unité politiques s'obtiennent ou se conquièrent, l'état national se crée ou se concentre. Cette époque, qui est celle de la démystification universelle et de la prise de conscience par les hommes des réalités fondamentales de leur existence, est celle, en particulier, de la prise de conscience nationale.

Depuis cent cinquante ans, près de vingt nations européennes ont ainsi formé leur langue commune, ont conquis leur indépendance, ont renforcé leur conscience ethnique. Cette même tendance, cette vague de fond triomphe maintenant en Asie, gagne l'Afrique, commence d'apparaître en Amérique, en Europe occidentale, en Océanie.

Seuls des tenants d'un économisme dogmatique peuvent penser que la nation est une catégorie historique d'une certaine époque, de l'époque bourgeoise, un simple produit du capitalisme. Comment pourrait-on soutenir que les nations suédoise, russe, espagnole, coréenne, persane sont de simples conséquences du capitalisme, et que l'histoire de France commence en 1789 ou même à la Renaissance ?

Mais il est exact de dire que l'apparition de la civilisation industrielle, l'apparition des classes bourgeoise et ouvrière, le développement de l'instruction publique, le développement des relations entre groupes humains à l'échelle mondiale ont profondément transformé une réalité aussi ancienne que l'humanité.

A côté de nationalités déjà cohérentes et organisées en états indépendants dès l'époque féodale, de nationalités dont l'indépendance a été obtenue en liaison avec l'instauration du capitalisme, se développent maintenant des mouvements et des états nationaux étroitement liés au triomphe du socialisme. L'apparition de la structure sociale socialiste, caractérisée par une économie planifiée étatique et par le développement de la culture populaire, accentue encore cette évolution des ethnies toujours dans le même sens. Beaucoup plus encore que le XIX^e siècle, le XX^e est le siècle des nations.

Une question se pose cependant : lorsque les rapports de force entre nations auront été supprimés, lorsque les échanges pacifiques de tous ordres se seront développés, lorsque la société sans classes sera établie, se réalisera-t-il ou non une fusion progressive des langues et des nations ?

On ne peut actuellement dire ni si cela se fera, ni si cela sera souhaitable. On peut supposer que dans l'affirmative, on assistera d'abord à la fusion des nations les plus apparentées linguistiquement, avant d'arriver par plusieurs étapes à la formation d'une langue et d'une nation mondiales.

On peut être sûr que les innombrables langues à prétention internationale récemment fabriquées (qui sont, en fait, des langues latino-germaniques et n'ont à peu près rien d'international) ne sont en aucune façon des préfigurations de cette éventuelle langue mondiale.

On doit encore dire qu'aucun fait ne va, pour le moment, dans ce sens. Il paraît très probable que les faits géographiques et raciaux ne seront jamais bouleversés et uniformisés à un tel point que soit possible et désirable cette mondialisation. Alors que les émigrations de masses tendent à disparaître, alors que la culture nationale s'intensifie au sein de chaque peuple, alors que l'attachement

à la langue maternelle se trouve renforcé par une vie culturelle et un sentiment national plus intenses, on ne voit pas comment une telle fusion pourrait se réaliser... si ce n'est par un gigantesque impérialisme.

On peut, au minimum, affirmer qu'il ne s'agit là pour de nombreux siècles que de spéculations gratuites et sans intérêt, dont la seule signification concrète est de masquer les réalités nationales et de servir ainsi tel ou tel impérialisme.

Il serait souhaitable que tous les humanistes, tous les progressistes se débarrassent une bonne fois des utopies, des illusions, des visions abstraites de l'homme ; il serait bon qu'ils se décident à prendre la différenciation ethnique pour ce qu'elle est : une donnée fondamentale de la condition humaine.

RAPPORTS DE FORCE ENTRE NATIONS

Les rapports entre ethnies ont été jusqu'à présent essentiellement des rapports de force. La tendance générale des ethnies à opprimer, exploiter, dépouiller et détruire les autres nations et l'ensemble des faits en résultant est l'impérialisme (ou colonialisme).

Les luttes entre nations ne sont pas intrinsèquement liées à leur existence. Le fait de la différence de langue, de l'incompréhension ne peut conduire par lui-même et au pis-aller qu'à l'absence de relations et à l'indifférence ou à la méfiance ; il en est de même des différences raciales et culturelles. Les conflits entre nations découlent uniquement de causes économiques et de causes psychosexuelles.

Les rapports de force entre nations peuvent se présenter de plusieurs façons :

a) Il peut y avoir génocide physique, c'est-à-dire anéantissement pur et simple d'une nation, accompagné du repeuplement du territoire par les membres de la nation impérialiste. Le génocide physique peut s'opérer par guerres et exécutions, par famines, épidémies et autres maladies provoquées volontairement ou non. Il peut ainsi y avoir génocide physique par les conséquences d'une simple immigration étrangère et sans intervention d'actes de violence, ou du moins sans que ceux-ci jouent un grand rôle. Il y a alors substitution de population, et tout problème international est ainsi supprimé, une fois le massacre terminé. Le génocide physique a été tenté et plus ou moins réalisé par les Allemands contre les Hébreux, par les Turcs contre les Arméniens, par les Anglais contre les Tasmaniens et contre des peuples amérindiens et australiens, par les Espagnols contre les Guanches des Canaries et les Amérindiens des Antilles, etc.

b) Il peut y avoir substitution de population par poussée démographique et occupation du territoire sans destruction des indigènes, avec ou sans expulsion des indigènes. C'est ce que tentent ou ont tenté les Allemands et les Français en plusieurs points de leur frontière linguistique commune, les Français en Algérie, les Italiens à Trieste, les Turcs en Ionie, les Chinois en Mandchourie et en Mongolie intérieure, les Vietnamiens en Cochin-

chine, les Russes en Carélie, etc. Les faits sont évidemment très différents selon qu'il s'agit de territoires à forte densité ou de territoires presque vides d'habitants.

c) Il peut y avoir génocide culturel, c'est-à-dire destruction de la langue et de la culture d'une nation et son remplacement par la langue et la culture du peuple vainqueur au moyen de toutes sortes de pressions étatiques et autres. Il y a alors assimilation accompagnée à des degrés divers de soumission politique et d'exploitation économique ; cela s'accompagne d'ordinaire d'un métissage plus ou moins intense. Il s'agit là du cas d'impérialisme le plus fréquent. Le génocide culturel a été ou est actuellement tenté par les Espagnols contre les Catalans, les Basques et de nombreuses nations amérindiennes, par les Français contre les Bretons, les Occitans, et contre diverses nations et fractions de nations africaines, par les Russes contre de nombreuses nations de l'U.R.S.S., par les Birmans contre les Môn, etc...

d) Enfin, l'assimilation peut s'opérer uniquement par pression culturelle, sociale, économique, sans violence directe et sans contrainte étatique. Telle a été l'action des Araméens sur les Accadiens, des Grecs sur les Albains, telle a été celle des Arabes sur les Berbères en Afrique du Nord, durant la domination française, etc...

En pratique, ces différents procédés, ou du moins certains d'entre eux sont fréquemment combinés, et l'assimilation vient achever ou contrecarrer l'occupation territoriale ou le génocide physique.

Toute assimilation repose à l'origine sur des rapports de force : si des individus peuvent isolément, pour des raisons diverses (origine raciale, intérêts de classe, raisons sentimentales), désirer leur intégration à une autre nation, par contre, aucun peuple dans son ensemble n'adopte de son plein gré une langue et une culture étrangères : il n'y a pas de suicides nationaux, pas plus culturels que physiques.

Il y a donc au départ conquête militaire, guerre, ou tout au moins conquête politique. L'assimilation se réalise ensuite par la pression constante des organismes de l'Etat et des autres organismes sociaux de l'ethnie

dominante, et par l'installation dans le pays soit d'une mince couche dirigeante, soit de groupes nombreux de colons disputant la terre aux indigènes.

L'Etat peut être soit l'instrument incontesté de l'ethnie dominante, et les membres de l'ethnie dominée sont alors privés de tous droits politiques (comme les peuples des colonies françaises avant la dernière guerre, ou comme actuellement les Bantous en Union sud-africaine), soit le cadre où s'affrontent l'ethnie dominante et les peuples dominés, les membres de ces peuples pouvant alors jouir des mêmes droits politiques que les membres du peuple dominant.

L'Etat belge, originairement organe de la bourgeoisie française et francisée (d'une bourgeoisie qui s'est résignée à l'indépendance après que les interventions étrangères lui eurent interdit la fusion avec la France), est maintenant àprement disputé entre Français (Wallons) et Néerlandais (Flamands). L'égalité des forces où sont parvenus les deux camps, les tendances politiques opposées des deux régions, la perte prochaine des ressources procurées par l'exploitation du Congo, sont des facteurs hautement favorables à l'éclatement de l'Etat belge.

L'Etat suisse a été jusqu'en 1815 un Etat de bourgeois et de paysans allemands (dénommé officiellement « Liges suisses des Hautes-Allemagnes »), ayant vassalisé quelques populations allogènes (pays de Vaud par exemple). En 1815, lui furent adjointes d'autres populations étrangères en même temps que fut établie l'égalité juridique des territoires. Cette structure politique fédérale permet une situation culturelle assez bonne pour les minorités dans les cantons homogènes (Genève, Neuchâtel, Vaud, Tessin), tandis que les cantons mixtes (Berne, Fribourg, Valais, Grisons) sont le cadre d'une intensive expansion allemande par immigration et assimilation, d'où la naissance du mouvement jurassien. Il y a, de plus, une évidente prédominance politique et une disparité de développement économique au profit des Allemands. Des causes économique-sociales (principalement le rôle de banquier à neutralité respectée qui lui a été confié par les grands capitalismes européens, et qui assure sa prospérité) maintiennent pour un temps encore l'existence et même la solidité de l'Etat suisse.

La forme fédérale de l'Etat ne garantit nullement contre l'oppression nationale ; les Etats-Unis par exemple, dans toute leur étendue, ne sont qu'un gigantesque creuset d'anglicisation, où subsistent des régions coloniales, et où les minorités ethniques occupent les plus bas degrés de la hiérarchie économique. Selon la situation antérieure de la nation, le statut d'Etat fédéré est soit une étape vers l'annexion totale, soit une étape vers l'indépendance totale ; encore ce statut n'a-t-il de valeur progressive que si les unités fédérées correspondent au moins approximativement aux unités ethniques.

Dans un certain nombre de pays se superposent plusieurs étages de domination impérialiste ; les luttes d'émancipation nationale présentent alors plusieurs phases : tout d'abord toutes les nations soumises luttent unies contre la nation dominante sous la direction de la nation occupant le deuxième rang de cette sorte de hiérarchie et au nom de ce nationalisme-là. C'est seulement une fois cet objectif réalisé que se développent les mouvements nationaux des nations occupant les étages inférieurs contre l'ethnie devenue dirigeante. Ainsi, tous les peuples de l'Empire des Indes ont chassé les Anglais dans le cadre du nationalisme hindou, et c'est seulement maintenant que les peuples non-hindous, principalement les nations dravidiennes, luttent contre la domination hindoue. De même actuellement en Algérie, Arabes et Berbères mènent une seule lutte, celle du nationalisme arabe contre le colonialisme français, le problème de l'émancipation des Berbères contre les Arabes se trouvant nécessairement remis à plus tard.

L'ASSIMILATION

L'assimilation, tout le temps qu'elle est en cours, signifie pour le peuple soumis un obstacle majeur à l'acquisition de l'instruction. L'enseignement donné dans une langue étrangère, la réduction de la langue maternelle à l'état de langue non-littéraire, de langue paria et méprisée, empêche le développement des facultés créatrices de l'individu, détruit une condition essentielle de l'épanouissement de l'enfant, et conduit ainsi tout un peuple à une sorte de refoulement et de dépérissement culturel. L'ouvrage de l'U.N.E.S.C.O., « L'emploi des langues vernaculaires dans l'enseignement » a formellement reconnu la nécessité de l'enseignement dans la langue maternelle.

L'assimilation ne se réalise presque jamais d'un seul coup, par la substitution brutale d'une langue à une autre ; elle s'opère par l'étape intermédiaire du bilinguisme. De génération en génération, on passe d'un monolinguisme national à un bilinguisme à prédominance nationale, puis à prédominance étrangère, et enfin à un monolinguisme étranger. A l'échelle des groupes sociaux, le bilinguisme n'est jamais autre chose que le passage plus ou moins rapide d'une langue à une autre.

Lorsque l'assimilation est terminée, il subsiste le fait d'une langue ne correspondant pas au tempérament, à la structure mentale, des assimilés. C'est seulement plusieurs générations après la disparition de la langue que l'assimilation, renforcée par le métissage et l'adoption des nouvelles mœurs, sera véritablement achevée et ne sera effectivement plus une oppression.

Si le peuple assimilé était trop nombreux ou trop différent du peuple assimilateur, on pourra aboutir à la modification du langage vainqueur et à la constitution d'une nouvelle ethnie.

Dans une nation indépendante, non soumise à l'assimilation, la conscience nationale est l'expression naturelle du subconscient, la rationalisation des liens réels et profonds qui unissent ses membres ; alors qu'au contraire chez les membres d'une nation dépendante soumise à

l'assimilation, il existe un sentiment confus, un sub-conscient national plus ou moins complètement refoulé par la conscience nationale étrangère qui se superpose à lui sous la pression de l'Etat étranger et de l'éducation qu'il dispense, sous la pression des classes supérieures assimilées.

Il n'y a pas de véritable santé physique, pas de développement harmonieux de la personnalité, si l'on ne détruit pas le refoulement et l'aliénation linguistico-culturels qui sont parmi les plus grands maux dont souffrait et souffre encore la majorité de l'humanité.

L'EXPLOITATION

On a trop négligé le fait que l'exploitation de l'homme par l'homme est l'exploitation d'une nation par une autre nation au moins autant que l'exploitation d'une classe par une autre classe. Plus encore que des classes prolétaires, il y a des nations prolétaires.

Cette exploitation peut revêtir des formes diverses.

Le cas le plus général et le plus aigu, est celui des colonies. La colonisation signifie d'abord la destruction du système économique-social indigène, lequel est parfois très supérieur à celui des occupants : par exemple, l'Etat socialiste des Kitchuas au Pérou détruit par l'Etat féodal espagnol. Les indigènes sont ensuite réduits à un état voisin de l'esclavage, soumis à une famine chronique, et constituent une main-d'œuvre à bon marché, parfois une réserve de chair à canon pour des guerres ultérieures. Le pays n'est considéré que comme une source de matières premières ou de produits exotiques, et un débouché pour les produits finis métropolitains ; il demeure sous-développé et dépourvu d'industrie importante.

Le cas des semi-colonies est assez semblable ; bien que jouissant d'une indépendance politique formelle, toutes les richesses principales, les secteurs-clés de l'économie, et en définitive le gouvernement lui-même, sont aux mains de sociétés étrangères. Tels sont presque tous les pays d'Amérique latine, ou certains pays arabes (Irak jusqu'à la révolution de 1958, Lybie), par rapport aux Anglo-Américains.

Dans les pays post-capitalistes, socialistes, il peut y avoir une forme presque identique : un des Etats n'est en fait qu'un camouflage de la domination étrangère, et le prélèvement d'une partie de la production nationale s'opère par sociétés étatiques mixtes et par accords commerciaux entre Etats. Telles sont la Tchécoslovaquie ou la Roumanie par rapport à la Russie.

Il y a le cas de pays sous-développés, intégrés sans inégalité politique à un Etat étranger. Le complexe d'infériorité résultant de la domination et de l'assimilation, les contacts étroits et inégaux entre peuples à tempéraments différents provoquent une relative inactivité, une sorte

de dégoût de vivre ou d'agir, une non-participation latente. Il en résulte une sous-productivité et la ruine devant la concurrence étrangère. Ces pays bénéficient d'investissements moindres et sont victimes de la politique économique suivie par l'Etat dominant. L'économie est orientée non point afin de satisfaire au mieux les besoins de la population du pays, mais selon les intérêts de la nation étrangère et de sa classe dominante. Le pays est souvent voué à une monoproduction garantissant sa dépendance. Dans cette situation se trouvent la Sardaigne par rapport à l'Italie, l'Occitanie par rapport à la France, l'Ecosse par rapport à l'Angleterre, la Lituanie et le Turkestan par rapport à la Russie.

Il existe enfin certains pays assez développés dont l'évolution est entravée par leur annexion à une nation économiquement moins avancée, et qu'ils sont plus ou moins forcés d'entretenir : par exemple la Catalogne et l'Euzkadi (Pays basque) annexés à l'Espagne.

En général, toute inclusion d'une ethnie au sein d'une unité économique et politique où prédomine une autre ethnie signifie en fait oppression économique même si cette unité economico-politique est réputée plus évoluée. On a ainsi par la destruction de leur système économique, par la contrainte pure et simple, par la pression de toute une ambiance culturelle, forcé les Polynésiens, certains Amérindiens, certains Caucasiens et Turcs à se livrer à des travaux qui leur répugnaient profondément afin qu'ils puissent acheter ensuite des objets dont ils n'avaient ni désir ni besoin, ou qu'en tout cas, ils appréciaient beaucoup moins que leur ancien mode de vie. On ne peut expliquer autrement que par une riposte à l'impérialisme socialiste russe le passage en masse dans le camp allemand, lors de la dernière guerre, de plusieurs peuples de l'U.R.S.S. (Tchetchènes, Mongols de la Volga, Turcs de Crimée et de Ciscaucasie).

Il faut s'apercevoir de ce fait fondamental : les besoins (et les capacités) économiques ne sont pas les mêmes pour tous les peuples. De nombreuses réalisations des civilisations européennes peuvent très bien ne pas présenter d'intérêt pour certains peuples, par exemple les chemins de fer pour les Polynésiens ou les frigidaires pour les Eskimos. Pour de nombreux peuples équato-

riaux ou tropicaux, les besoins de vêtement, de chauffage, de logement sont réduits à très peu de choses et peuvent être satisfaits par un léger travail. Les besoins alimentaires peuvent être satisfaits de façon très différente, selon la densité de la population et les ressources naturelles.

En supposant que dans toutes les nations, l'orientation et la gestion de l'économie soient effectivement entre les mains du peuple, on peut être certain que dans la quantité, l'organisation et la discipline du travail, dans la quantité et la nature de la production, des choix très différents seraient faits selon les conditions géographiques, le tempérament et les goûts de chaque nation.

Tous les problèmes économiques et sociaux (et culturels) se posent ainsi différemment selon les nations. En d'autres termes, à la relativité dans le temps s'ajoute pour tout problème et toute solution la relativité dans l'espace, à la relativité historique, la relativité géographique.

NATIONS ET CLASSES

Presque tous les peuples de l'univers formant des sociétés de classes, et pour la plupart d'entre eux depuis fort longtemps, les luttes entre nations sont étroitement mêlées aux luttes entre classes.

Dans toute nation indépendante (et comprenant des classes), les luttes internationales sont dirigées par la classe dominante et visent essentiellement à la satisfaction des intérêts de cette classe. C'est surtout aux maîtres d'esclaves, aux féodaux, aux capitalistes, aux bureaucrates, que profitent les nouvelles conquêtes ; ce sont principalement eux qui s'emparent des richesses naturelles et de la main-d'œuvre du pays vaincu.

Les classes inférieures de la nation profitent elles aussi, à un degré moindre, de la colonisation, soit pour certains directement par l'immigration (comme « colon » ou fonctionnaire) ou la participation aux bénéfices des sociétés, soit pour toute la population indirectement par les améliorations (salaires, prix, investissements) accordés par la classe dominante, améliorations que celle-ci pré-

lève sur les surprofits coloniaux. On doit cependant préciser que le soulèvement des colonies contribue fortement au renversement de la classe dominante, et qu'ainsi les peuples coloniaux sont en définitive les alliés des classes exploitées de la nation dominante : les avantages que celles-ci peuvent tirer de la colonisation sont moindres que ceux qui résulteraient du renversement de leurs propres exploiters nationaux.

Il arrive souvent que la classe dominante abandonne volontairement les intérêts nationaux ; menacée par un soulèvement de son propre peuple, elle peut choisir la soumission à une classe dominante étrangère, ce qui constitue pour elle un moindre mal. Telle est depuis plusieurs années l'attitude d'une large fraction des bourgeoisies française et japonaise, des féodalités persane et de certains pays arabes, vis-à-vis des Anglo-Américains.

Au sein d'une nation dépendante, la classe dominante adopte presque toujours cette attitude ; seul compte alors pour elle le sauvetage de ses privilèges. Quels que puissent être les inconvénients de cette attitude, elle tend à s'intégrer au maximum à la classe dominante étrangère dont elle adopte la culture et dont elle se fait le meilleur auxiliaire. Les bourgeois français étaient ainsi pro-allemands en 1940-44, les féodaux d'Afrique du Nord étaient encore récemment pro-français, les bureaucrates ukrainiens sont actuellement pro-russes, etc...

Ce sont parmi ces assimilés collaborateurs (qui peuvent d'ailleurs venir également d'autres couches de la nation) que se trouvent les plus farouches chauvins de la nation conquérante. Le refoulement linguistique et culturel dont souffrent inconsciemment mais profondément ces assimilés est la cause réelle de leur agressivité et de leur impérialisme. En luttant contre les non-assimilés, ils luttent contre leur propre subconscient, et ils se vengent de l'oppression qu'ils ont subie dans leur jeunesse en l'imposant aux autres. Tels sont l'Italien francisé Buonaparte, le Géorgien russifié Djougachvili-Staline, le Portugais hispanisé Franco, les Juifs antisémites, les Occitans francisés de l'« Action Française ». (Ces derniers partiellement, car leur programme de « décentralisation » et de défense des dialectes est une survivance de conscience occitane opposée à leur nationalisme français ultrachauvin.)

Dans les nations dépendantes, c'est ainsi que les intérêts nationaux, la langue et la conscience nationales, ne sont plus représentées que par les classes moyennes et inférieures, ou des fractions de ces classes, ainsi que par de rares éléments des classes supérieures. Pour ces classes, la lutte contre la couche dominante et la lutte pour l'indépendance nationale ne sont en fait qu'une seule et même chose. C'est d'ordinaire lorsque l'assimilation atteint profondément ces couches moyennes et inférieures qu'apparaît dans leur sein parmi leurs membres semi-assimilés, une avant-garde révolutionnaire tant nationalement que socialement. L'apparition de cette avant-garde qui rejette l'assimilation et la conscience étrangères est le prélude à la libération politique, économique et culturelle de la nation, qui signifie la plupart du temps un changement simultané de régime social.

Cette avant-garde passe évidemment par des degrés croissants de radicalisation en rapport avec les circonstances, débutant par une action « purement culturelle », de timides revendications économiques, de vagues et abstraites idéologies « régionalistes » ou « fédéralistes », des organisations floues de type amateuriste, pour arriver à une action d'ensemble à la fois culturelle, économique et politique, animée par une doctrine nationale et sociale concrète et cohérente, menée par des organisations fortement structurées.

La lutte pour l'indépendance nationale s'exprime alors par une ligne politique d'union des classes nationales : paysans, petits-bourgeois, ouvriers, capitalistes-nationaux (ou bureaucrates-nationaux), et le rôle de chacune de ces classes peut être d'importance très variable selon la situation particulière de chaque pays.

Les luttes entre les nations ne sont pas produites par les luttes de classes ; elles peuvent exister entre des nations sans classes : telles sont les luttes entre les peuples dits « primitifs ».

Ni le renversement du capitalisme, ni même la disparition des classes, ne sont par eux-mêmes une garantie contre la domination d'une nation par une autre. Une nation sans classes peut très bien exploiter économiquement et assimiler culturellement une autre nation sans classes, et l'on peut dire alors que celle-ci est globale-

ment réduite au rang de classe exploitée. Un tel processus est à l'origine de l'existence des classes, concurrentement avec la division du travail. Non seulement l'impérialisme n'est pas un simple produit du capitalisme, mais tout système de classes est un produit direct ou indirect de l'impérialisme. L'histoire de la Grèce et de Rome le montre surabondamment ; la révolte de Spartacus n'avait-elle pas comme seul but de ramener les esclaves dans leurs pays ?

Seules l'existence d'une production abondante obtenue sans travail désagréable d'une part, et la disparition de l'agressivité chronique (psycho-sexuelle) d'autre part, peuvent supprimer radicalement toute tentative d'oppression nationale. C'est seulement parce que la disparition des classes et de l'Etat, le communisme, est organiquement lié à ces deux conditions qu'ils signifiera la disparition de l'impérialisme.

C'est seulement dans la mesure où la suppression du capitalisme, le socialisme, assure une meilleure exploitation de la nature et une plus juste répartition du revenu national et de la culture, dans la mesure où il est un acheminement vers le communisme, qu'il signifie une atténuation des tendances impérialistes.

Les classes sont certes une catégorie sociologique universelle, mais en tant qu'ensembles cohérents et vivants, elles n'existent qu'à l'intérieur de ces ensembles plus cohérents que sont les nations.

La situation sociale dans un pays a certes des répercussions sur la situation sociale dans les autres pays, mais les luttes de classes et les révolutions en tant que mouvements historiques réels, sont pour l'essentiel des faits spécifiques liés aux problèmes des rapports avec les autres nations.

Ce que l'on appelle le développement inégal du capitalisme et maintenant le développement inégal du socialisme sont simplement des aspects d'un phénomène général : l'originalité profonde de chaque histoire nationale.

Il paraît évident, mais il est nécessaire de rappeler aux messianistes « prolétariens » que le monde n'est pas divisé en deux classes et donc en deux camps de classe,

au sein de chacun desquels il y aurait des différenciations de nation. Le monde est fondamentalement divisé en nations ; les classes ne sont apparues qu'après les ethnies et dans leur sein, l'histoire des nations et de leurs luttes et l'histoire des classes et de leurs luttes s'étant ensuite développées en interaction. Les contradictions primordiales demeurent les conflits impérialistes, les luttes entre nations, et c'est au sein de chacune de ces nations qu'existent des conflits de classes.

Au XX^e siècle plus que jamais, il faut admettre que le progrès, et cet aspect précis du progrès qu'est le socialisme, ne peuvent et ne doivent en aucun cas être imposés de l'extérieur à une nationalité au nom d'un prétendu prolétariat international ou sous quelque prétexte que ce soit, faute de quoi ils constituent pour cette nationalité une nouvelle et plus profonde aliénation.

L'indépendance nationale se révèle toujours plus comme l'objectif primordial, préalable à tous autres (socialisme, démocratie, etc.) et ceux-ci ne peuvent se réaliser véritablement que dans son prolongement.

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Jusqu'à présent, c'est presque toujours à travers des rapports de force que se sont réalisés les échanges internationaux économiques, culturels et humains. Ces échanges constituent l'aspect positif des rapports internationaux et ne sont pas nécessairement liés aux rapports de force.

Au point de vue économique, tous les peuples ont besoin de certains produits venus de l'étranger, et disposent eux-mêmes de certains produits désirables pour d'autres nations. Une indépendance économique totale n'est actuellement réalisable pour aucune nation, si riche fût-elle, et signifierait pour tous les peuples de graves privations ou un surcroît démesuré de travail. Un commerce international débarrassé de toute exploitation, basé sur les intérêts réciproques, est donc hautement désirable.

Si l'on considère le nombre des nations et la très grande variété de leurs économies, il paraît certain qu'un tel commerce correspondant aux intérêts des uns et des

autres est presque toujours possible. Lorsque dans des cas qui ne peuvent être qu'exceptionnels, un tel accord ne peut avoir lieu, l'obtention dans le pays même de produits similaires et même la privation momentanée sont à longue échéance moins préjudiciables aux intérêts nationaux que l'aliénation même partielle de l'indépendance nationale, qu'une dépendance à sens unique.

Dans la mesure où l'inégalité de la productivité du travail dans les différents pays tend à entraîner une certaine inégalité dans les échanges économiques, seules l'indépendance politique, la possibilité de jouer un jeu de bascule entre impérialismes rivaux, peuvent atténuer puis supprimer cette inégalité. Toute intégration dans une fédération n'aboutirait qu'à un accroissement de l'inégalité, et dans le cas le plus favorable, à un développement dans un sens ne correspondant pas aux intérêts nationaux et accentuant la dépendance vis-à-vis de l'autre ethnies.

Ce n'est pas un hasard si dans la Yougoslavie socialiste et fédérative, le Monténégro, de peuplement serbo-croate, reçoit des subventions étatiques quatre fois plus fortes, par tête d'habitant, que la Macédoine, tout aussi sous-développée, mais de peuplement bulgare et albanais.

Le maintien de l'indépendance est parfaitement compatible avec la plus totale coopération, tout autant qu'une quelconque fédération, mais elle donne de plus le maximum de garanties pour que cette coopération soit toujours basée sur les intérêts nationaux. L'autorité supra-nationale, la fédération n'ajoute rien aux possibilités de coopération, mais rend plus aisée toute tentative impérialiste en lui fournissant un cadre institutionnel et légal par où elle pourra se réaliser. Les tendances impérialistes continuant d'exister dans un monde socialiste, une entité économique supra-nationale socialiste est aussi nocive qu'une entité supra-nationale capitaliste. Jusqu'à l'entrée dans un monde communiste sans tendances impérialistes et sans état, l'état national demeure la seule forme politique valable pour assurer au mieux le développement économique du pays. Encore faut-il qu'à l'indépendance formelle, s'ajoute la prise en mains de l'économie et de l'état par des forces ethniques authentiques. Même en ce qui concerne les pays sous-développés, il est maintenant incontestable que la ligne nationaliste neutraliste suivie par plusieurs d'entre

eux depuis des années est la plus adéquate, leur permettant en particulier d'obtenir les prêts à long terme et à faible intérêt que les deux super-impérialismes rivaux ne manquent pas de leur offrir. Ils bénéficient ainsi d'avantages supérieurs à ceux dont peuvent jouir les satellites dociles de l'Ouest et de l'Est.

On doit souligner que l'indépendance économique totale sera de plus en plus possible (ce qui ne veut pas dire nécessairement souhaitable), à mesure que les hommes connaîtront les mécanismes de la nature et pourront les reproduire à volonté. L'utilisation de l'énergie atomique et de l'énergie solaire, les méthodes d'amélioration des sols et l'agriculture hydroponique, la fabrication de produits synthétiques et la transmutation des métaux, rendent théoriquement possible l'indépendance économique totale. Lorsque le perfectionnement de ces techniques les aura toutes rendues pleinement rentables, la complète indépendance nationale ne dépendra plus que de la quantité de travail que la nation aura voulu fournir pour la réaliser.

Notons en passant qu'il n'existe pas et qu'il existera de moins en moins de pays irrémédiablement pauvre. La richesse d'un pays dépend pour une part des richesses naturelles (et ceci de moins en moins), mais dépend surtout de la quantité de travail et de la nature du travail qui lui a été consacré, de sa mise en valeur, et de l'appropriation par les gens du pays des bénéfices de ce travail. C'est dire que la richesse d'un pays dépend surtout de sa structure économique-sociale et de son indépendance nationale.

Le remarquable développement économique de l'Islande depuis quarante ans montre à quel point l'indépendance est bénéfique même pour les pays qui se trouvent dans les conditions naturelles les plus défavorables.

A mesure que disparaissent les rapports de force entre nations, que disparaissent l'hostilité systématique comme la servilité systématique qui en résultent envers tout apport étranger, à mesure que des relations pacifiques se généralisent, il devient possible et profitable pour chaque nation de connaître les divers aspects des autres civilisations afin d'adopter tel ou tel élément qui lui

paraît désirable. Ces possibilités ont certes toujours existé, mais elles étaient plus limitées, et leurs aspects enrichissants étaient accompagnés d'aspects destructifs.

La richesse d'une civilisation dépend en partie de la fréquence et de la variété de ces contacts culturels, et le progrès multiforme de l'humanité dépend pour une grande part de la diversité des cultures (permettant recherches, expériences et innovations dans tous les sens) et de la fréquence de leurs relations. Aucune culture ne possède de supériorité universelle. Les civilisations européennes très avancées en certains points (techniques de la matière) et auprès desquelles les autres civilisations ont énormément à apprendre sur ce terrain, peuvent être très arriérées sur d'autres (connaissance du fonctionnement et des possibilités de l'être humain).

Si l'on juge une civilisation selon le degré de bonheur qu'elle procure, on peut penser que certains peuples amérindiens, sud-asiatiques, océaniens, sont plus civilisés que les Européens. Ce qui est un progrès pour un peuple pouvant très bien ne pas en être un pour d'autres, seuls les participants d'une culture peuvent apprécier valablement ce qui constitue ou non un enrichissement pour cette culture et un progrès pour eux-mêmes ; les membres d'une autre ethnie ne peuvent en juger qu'en fonction des conditions naturelles de leurs pays et des critères de leur propre civilisation.

Les contacts culturels présupposent l'apprentissage en tant que langues secondes de langues étrangères aussi diverses que possible ; ce multilinguisme varié, basé sur le désir de connaître la personnalité originale des autres, est le contraire même du bilinguisme étape de l'assimilation, basé sur le désir d'imposer à l'autre sa propre personnalité ou sur le mépris et la sous-estimation de ses propres valeurs.

Enfin, parmi les échanges proprement humains, il faut distinguer entre l'échange provisoire d'individus tels que le tourisme, l'exercice du droit d'asile, les stages d'étude et de travail, qui sagement organisés ne peuvent que renforcer les liens culturels et être un moyen d'enrichissement pour tous, et d'autre part l'échange définitif d'individus : naturalisation et métissage.

A une échelle restreinte, ceux-ci n'ont d'inconvé-

nients que pour les personnes directement intéressées, par les difficultés d'adaptation qu'ils présentent pour eux et leurs enfants, surtout si les deux peuples originaires étaient très différents.

A une échelle importante, naturalisation et métissage modifient profondément le caractère national, et créent ainsi des perturbations sociales et culturelles dont en définitive sont victimes les autochtones dans leur ensemble. Le premier moyen d'éviter une immigration abusive est d'obtenir dans chaque pays une natalité équilibrée correspondant au niveau optimum de peuplement du pays, toute autre mesure ne venant que consolider cette situation.

L'ÉCRITURE

Il ne peut être question d'examiner ici quelles techniques sont valables universellement et quelles ne le sont pas. Il faut cependant examiner le cas de l'une d'entre elles, l'écriture.

Il y a plusieurs systèmes d'écriture ; certaines sont idéosyllabiques (écriture chinoise), d'autres sont syllabiques (écritures indiennes), d'autres sont alphabétiques mais plus ou moins mêlées d'idéographisme (arabe, français) ou plus purement phonétiques (italien, espagnol, turc).

Alors qu'une langue exprime une manière d'être plus encore qu'elle n'est une manière de faire et que chaque langue est donc préférable pour sa propre nation, l'écriture, elle, est essentiellement une technique, et il existe entre les systèmes d'écritures une hiérarchie valable mondialement.

Une écriture est supérieure à une autre dans la mesure où elle reproduit plus aisément et plus exactement la parole, dans la mesure où elle se rapproche davantage du phonétisme alphabétique, dans la mesure où chaque son est toujours représenté par le même signe, et où chaque signe représente toujours le même son.

L'introduction dans l'écriture d'éléments autres qu'alphabétiques-phonétiques constitue une difficulté parfaitement inutile et immotivée ; la langue est par elle-

même suffisamment significative pour que son reproduction écrite exacte le soit également. Toutes adjonctions étymologiques, simples produits du pédantisme et du passéisme, sont totalement étrangères au rôle fonctionnel du langage écrit ; il est d'ailleurs à la portée de chacun de s'en persuader rapidement par l'usage d'une orthographe phonétique adaptée à sa propre langue.

Cette difficulté de toute orthographe non-phonétique, c'est-à-dire du plus grand nombre d'écritures actuelles, exprime le conservatisme des classes dirigeantes (qui peuvent par un long apprentissage surmonter les difficultés de ces orthographe) et constitue un obstacle à l'acquisition de l'instruction par le peuple.

Plus encore, toute écriture non-alphabétique-phonétique s'insère dans les luttes entre « classes d'âge », fait partie de l'oppression de l'enfance et de l'adolescence par les adultes, et par son caractère irrationnel constitue un obstacle majeur à toute éducation libertaire. A l'enseignement des extravagances de l'orthographe actuelle, doit être substitué celui de la phonétique et d'une prononciation correcte, d'où découle automatiquement l'écriture correcte une fois l'alphabet appris.

IDÉOLOGIES ET NATIONS

Les idéologies n'expriment pas seulement les conditions de vie, les intérêts et la mentalité d'une classe, mais aussi les conditions de vie, les intérêts, et la mentalité d'une nation à un certain moment de son histoire. Les idéologies sont des instruments plus ou moins précis, plus ou moins appropriés, dont se servent les nations au cours des luttes avec les autres nations.

De ce point de vue, on peut distinguer trois séries d'idéologies: impérialistes, cosmopolites, inter-nationalistes.

1° Des idéologies se disant nationalistes, que l'on peut appeler nationalistes de droite ou patriotiques de droite, et se donnant ouvertement pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire impérialistes et chauvines.

L'impérialisme (en tant qu'idéologie) consiste à ne considérer dans tout problème international que les intérêts de sa propre nation, et à refuser de reconnaître l'existence, l'égalité, ou les droits légitimes des autres nations. Le nationalisme exclusif peut jouer un rôle utile uniquement au sein de nations opprimées en lutte pour leur libération, mais dans toute nation indépendante il conduit inévitablement à des tentatives d'oppression des autres peuples et à la guerre.

Rentrent plus ou moins dans cette catégorie certaines religions comme le shintoïsme, le judaïsme (le « peuple élu »), des doctrines comme le nazisme (la « race des seigneurs »), le fascisme, le maurrasisme, et la plupart des mentalités patriotiques courantes.

Le judaïsme, expression culturelle de la nation hébreue, a joué un rôle capital dans la survie de cette nation au cours de deux millénaires, tandis que l'on voit son influence diminuer fortement au sein même du peuple israélien à mesure que s'est affirmé un nationalisme plus réaliste, moins mythique.

Les doctrines et les mentalités impérialistes sont utilisées par les classes dominantes pour masquer l'existence des problèmes intérieurs de la nation (c'est-à-dire essentiellement les problèmes de classes), pour rejeter sur l'étranger la responsabilité des maux internes de la nation, et pour éviter, grâce à la guerre, la révolution qui les renverserait.

Les idéologies impérialistes n'admettent pas de définition scientifique de la nation, et la considèrent plutôt comme une force en perpétuelle expansion. C'est la conception de la nation adéquate à cette « préhistoire bestiale de l'humanité » dont nous sortons à peine, et plus précisément à des époques où le peuplement de la terre était en train de se faire.

A une époque où une guerre mondiale serait une catastrophe pour l'humanité entière, où toute tentative impérialiste se heurte à des obstacles presque infranchissables (en raison de la vigueur du sentiment national chez tous les peuples, de leur enracinement et de leur densité, et des interventions des autres nations), où la coopération internationale permettrait un mieux-être considérable pour tous les peuples, les conceptions impérialistes de par leur anachronisme sont en réalité directement opposées aux intérêts nationaux. Là comme ailleurs, le seul égoïsme adéquat à ses propres fins est un égoïsme collectif ; le véritable intérêt d'une nation est solidaire de celui de toutes les autres nations.

2° D'autres idéologies se donnent comme universelles et le sont effectivement par de nombreux aspects ; mais, de plus, elles refusent de tenir compte de l'existence des nations ou de donner à ce fait son importance réelle. Elles reposent, au moins en partie, sur l'illusion d'un homme idéal partout identique à lui-même, au lieu de partir d'une étude sans a-prioris philosophiques de ce que sont les hommes réels.

Mais les réalités nationales se vengent à leur façon. Ces idéologies sont suffisamment vagues ou générales pour admettre ou exiger des interprétations et des adjonctions qui les transforment en fait en instruments d'une nation. La nation est alors présentée comme ayant la « mission » d'apporter la vérité (de l'imposer) aux autres peuples : la France « fille aînée » de l'Eglise, le grand peuple russe « frère aîné » dans le socialisme.

On peut appeler ces idéologies mondialistes ou cosmopolites. Telles sont des religions comme le christianisme et l'islamisme, des doctrines comme le libéralisme et le démocratisme, le fédéralisme, le pacifisme naïf, l'anarchisme, le marxisme. La plupart d'entre elles visent ouvertement ou obscurément à la constitution d'un état

mondial qui (étant donné la persistance inévitable des différences ethno-géographiques avec toutes leurs conséquences) ne pourrait être en fait que la domination hypocrite et voilée d'une nation ou de quelques nations sur le reste de l'humanité.

Ces idéologies sont ambivalentes au point de vue national, et peuvent jouer un rôle négatif (agressif ou défaitiste) ou au contraire un rôle positif (pacifiste ou libérateur), que ce soit au sein de peuples indépendants ou de peuples opprimés.

Au nom du christianisme ou de l'islam, on peut refuser de participer à une guerre d'agression par objection de conscience, protester contre les persécutions raciales, se soulever contre une nation oppressive (et incroyante), mais on peut tout aussi bien justifier toute oppression nationale au nom de l'obéissance due aux pouvoirs établis, prêcher l'invasion en tant que croisade, que guerre sainte contre les infidèles, envoyer partout des missionnaires qui sont en même temps les meilleurs auxiliaires des colons et des soldats impérialistes. C'est pour leur « révéler la vraie foi » que les conquistadors espagnols ont massacré, pillé, esclavagisé les Amérindiens. C'est pour imposer la « loi du Prophète » que les Arabes ont conquis et mis sous le joug de nombreuses nations d'Asie, d'Afrique et des Balkans. C'est pour anéantir « l'hérésie » que les Français papistes ont conquis l'Occitanie, brûlé ses villes et leurs habitants, tué sa civilisation.

Les « hérésies » et les schismes, interprétations différentes de principes généraux, sont le plus souvent l'expression déguisée de faits ethniques ; ainsi, par exemple, le chiisme persan, le catharisme occitan, le monophysisme copte.

Le libéralisme peut signifier la liberté pour toutes les nations, mais aussi la prétendue liberté économique, la liberté de la concurrence, le marché commun, c'est-à-dire la liberté pour la nation économiquement la plus forte d'exploiter les autres nations. Comme toutes les idéologies cosmopolites, le libéralisme prétend s'identifier à la civilisation universelle. Expression surtout des peuples de langue anglaise (et aussi des Français, des Néerlandais, etc.), il sert principalement de nuage de fumée

cachant l'exploitation d'une grande partie du globe par les trusts anglo-américains (et français). C'est pour faire bénéficier tous les peuples de ses bienfaits que l'on maintient une partie de l'humanité dans la famine, que l'on fait des expéditions du Guatemala et de Suez, voire que l'on brandit les armes atomiques, lorsqu'ils prétendent les refuser.

Le démocratisme, pris comme un dogme, est tout aussi dangereux dans les questions nationales que dans les questions sociales. Il repose sur l'illusion d'une liberté abstraite dont jouirait « l'esprit », alors qu'il y a en fait des hommes, totalités concrètes ayant des besoins propres et soumis à des influences extérieures. Il se trouve que les hommes ne naissent pas libres mais esclaves (physiologiquement et socialement esclaves), et qu'il s'agit précisément de les aider à se libérer. De même que les ouvriers peuvent avoir conscience de leur situation et de leurs aspirations, ou bien avoir une conscience étrangère à leur classe et imposée par la classe dominante, de même les membres d'une nation peuvent avoir une conscience nationale ou une conscience étrangère imposée par la nation dominante.

La soi-disant volonté populaire est ainsi le produit des rapports de force existants, un compromis à doses variables entre tendances réelles et pressions extérieures, et n'exprime souvent qu'une gigantesque mystification. Le démocratisme est donc faux dans les cas d'assimilation, et à plus forte raison n'a-t-il aucun sens dans les cas de substitution de population si ce n'est d'entériner des situations de force : que pourrait signifier d'autre un référendum en Ionie après l'expulsion, en 1923, des Grecs par les Turcs, ou encore un référendum actuellement en Basse-Silésie et dans les Sudètes après que les Allemands (qui étaient les seuls habitants du pays depuis cinq cents ans) en aient été expulsés par les Polonais et les Tchécoslovaques ? La démocratie, en ce qui concerne la question nationale n'est pas un principe valable mais un moyen plus ou moins utilisable selon les pays et les époques en vue d'imposer les justes solutions internationalistes.

Le pacifisme, s'il ne tient pas compte de la réalité que sont les impérialismes, peut condamner à la fois conquérants et résistants, et servir de caution morale à la passivité devant l'oppression.

Le fédéralisme qui tend à diluer, à noyer le fait national parmi toutes sortes d'autres communautés infra et supra nationales (en réalité secondaires), peut servir à justifier les revendications d'autonomie d'une nation annexée, première étape vers l'indépendance, mais il peut servir aussi à masquer la véritable nature du problème, sa nature nationale, à empêcher la séparation, l'indépendance complète de la nation, enfin à camoufler les tentatives d'annexion. Le fédéralisme « petit-européen », la « supranationalité » est depuis quelques années le principal camouflage de deux impérialismes bourgeois conjugués, l'impérialisme anglo-américain et l'impérialisme allemand.

L'anarchisme, aux courants très divers et souvent confus, ressortit partiellement de la critique du libéralisme, du fédéralisme, du pacifisme naïf, et partiellement de la critique du marxisme. Animateurs du mouvement national en Géorgie, en Macédoine bulgare, plutôt sympathisants du mouvement national catalan, mais ignorant un problème tel que l'union des peuples de langue espagnole, les anarchistes ont aidé les bolcheviks à écraser l'Ukraine indépendante.

Le marxisme enfin est la plus puissante doctrine de lutte contre les impérialismes bourgeois, mais il peut aussi amener à sacrifier ces luttes à ce qu'on croit être l'intérêt d'un « prolétariat mondial », et d'autre part, servir d'instrument et de justification aux impérialismes socialistes.

Tout grand savant, théoricien ou découvreur, a tendance à exagérer l'importance de sa découverte, à négliger les autres aspects de la réalité et dans la mesure où il s'occupe de ceux-ci à les sous-estimer et à les considérer arbitrairement comme des dérivés du domaine dont il est le spécialiste. Marx n'a pas échappé à cette règle. Si dans son domaine, les problèmes de classes, sont apparus certains modes d'évolution qu'il n'avait pas exactement prévus (ce qu'on ne saurait lui reprocher), il a également refusé de voir l'importance des problèmes autres que de classes, et ses disciples ont voulu faire de ceux-ci de simples dérivés des questions de classes. Marx et ses disciples ont ainsi traité les problèmes ethniques et les problèmes sexuels familiaux.

Il est visible que Marx partageant l'économisme ex-

clusif du capitalisme régnant n'a pas saisi le rôle du langage en tant qu'un des facteurs primordiaux des sociétés, en tant qu'un des fils conducteurs permettant de comprendre l'histoire. Plus généralement encore, il a ignoré le rôle déterminant des influences géographiques et raciales sur le cours de l'histoire. Cette position économiste-classiste l'a empêché de voir un des principaux aspects de l'exploitation économique elle-même, qui est l'exploitation d'une nation par une autre, et l'a amené à des positions cosmopolites et donc impérialistes (ou au minimum que l'on pouvait interpréter ainsi puisque l'immense majorité de ses disciples les a compris de la sorte jusqu'à une époque récente).

Les marxistes ont de la sorte ou ignoré, ou violemment combattu, de nombreux mouvements de libération nationale. Qu'on se rappelle l'attitude hostile, méprisante, incompréhensive de Marx à l'égard des nations de l'Europe centrale et balkanique.

Héritier de l'évolutionnisme unilinéaire judéo-chrétien et démocratique-bourgeois, concevant le déterminisme historique comme étant celui des luttes de classes, considérant le socialisme comme le produit de l'action et de la conscience du prolétariat, lui-même produit du capitalisme, Marx ne pouvait aboutir qu'à un impérialisme occidental. Les nations d'Europe occidentale étaient les seules nations capitalistes, les seules à avoir un prolétariat ; elles étaient donc les seules à pouvoir faire la révolution et devaient diriger la construction socialiste dans le reste du monde. Il n'y a pas lieu de s'étonner que Marx ait écrit en 1849 : « La prochaine guerre mondiale fera disparaître de la surface de la terre non seulement des classes et dynasties réactionnaires, mais des peuples réactionnaires entiers. Ceci aussi fait partie du progrès. »

La renaissance hébraïque était encore loin, et Marx et aussi plus tard les Juifs bolcheviks, restèrent prisonniers de leur condition de déracinés, de dénationalisés, de semi-assimilés, avec toutes les conséquences que cela entraîne.

Parmi les partis s'inspirant plus ou moins exclusivement de Marx, les social-démocrates poussèrent jusqu'à ses conclusions pratiques l'impérialisme messianique occidental, implicite dans le marxisme. Est-il besoin de rappeler la fidélité servile de la II^e Internationale à l'unité

de l'Autriche-Hongrie et sa longue hostilité à l'indépendance polonaise ? De rappeler l'attitude du gouvernement travailliste anglais lançant les féodaux arabes contre l'état d'Israël renaissant, l'hostilité de ce parti aux revendications galloises et écossaises, la politique des travaillistes anglais d'Australie interdisant l'installation dans d'immenses territoires inhabités des populations asiatiques entassées dans le Bengale ou le Fou-Kien ? De rappeler enfin le constant soutien de la S.F.I.O. au colonialisme français, allant dans ces dernières années jusqu'à diriger une guerre impérialiste atroce contre les Arabes et les Berbères d'Algérie, son hostilité aux revendications des Basques, des Bretons, des Allemands d'Alsace et de Moselle, son soutien aux projets « européens » ?

Il est vrai qu'il est difficile d'espérer autre chose des partis social-démocrates européens après qu'ils aient participé avec enthousiasme à la grande boucherie de 1914-18, chacun dans le camp de leur propre impérialisme.

En sens inverse, il faut cependant signaler la reconnaissance de l'indépendance de l'Inde, de la Birmanie, de Ceylan, par les travaillistes anglais, non toutefois sans faire payer cette indépendance de l'Inde par la création d'un Pakistan fantôme et docile. Il faut aussi signaler dans le parti socialiste français l'exceptionnelle justesse des vues de Jean Jaurès qui déclarait, en 1910 : « Quand un syndicaliste révolutionnaire s'écrie au récent congrès de Toulouse : « A bas les patries, vive la patrie universelle », il n'appelle pas de ses vœux la disparition, l'extinction des patries dans une médiocrité immense, où les caractères et les esprits perdraient leur relief et leur couleur. Encore moins appelle-t-il de ses vœux l'absorption des patries dans une énorme servitude, la domestication de toutes les patries par la patrie la plus brutale, et l'unification humaine par l'unité d'un militarisme colossal. En criant « A bas les patries », il crie « A bas l'égoïsme et l'antagonisme des patries, à bas les préjugés chauvins et les haines aveugles, à bas les guerres fratricides, à bas les patries d'oppression et de destruction », il appelle à plein cœur l'universelle patrie des travailleurs libres des nations indépendantes et amies. »

Avec Lénine et Staline, les marxistes ont vu au moins

en partie l'importance des faits nationaux et ont mis en avant la lutte pour l'indépendance nationale contre les impérialismes bourgeois. Mais il s'agissait là d'une attitude plus superficielle et tactique que de principe. En n'admettant pas le critère linguistique comme seul critère utilisable pratiquement, ils se sont condamnés à ne pouvoir déterminer quand et jusqu'où il y a nation. Le problème n'était d'ailleurs pas pour eux d'établir à partir de bases scientifiques, ethnologiques, une politique des nationalités, considérée comme un objectif fondamental, mais de se servir avec opportunité des questions nationales afin de s'emparer du pouvoir et de réaliser le seul objectif essentiel, la révolution économique-sociale, de façon mondiale uniformément.

L'étude de Staline, inspirée par Lénine, a eu le mérite d'être une première tentative d'approche objective du problème, mais déformée par le dogmatisme de classe, elle reste non seulement superficielle et approximative, mais fautive, car elle prétend ajouter à l'indice linguistique d'autres critères inutilisables pratiquement, considérer la nation comme un simple produit du capitalisme, et n'examiner le problème de l'indépendance nationale que dans le cadre capitaliste et comme un aspect de la révolution bourgeoise. En renforçant la conception d'un communisme mondial uniforme, d'une Internationale parti communiste mondial centralisé, les léninistes ont exprimé idéologiquement et organisationnellement un impérialisme socialiste russe masqué par un cosmopolitisme prolétarien. Il y a là un exemple frappant (après l'identification christianisme-empire romain et l'identification démocratie-république française) du fait que toute idéologie cosmopolite dès qu'elle s'incarne devient nationale et sert de justification à un expansionnisme national.

Alors que Lénine et Trotsky, restant fidèles à la lettre du marxisme, n'avaient conçu la révolution d'octobre que dans une perspective tactique afin d'aider à la révolution prolétarienne en Occident (prélude nécessaire de la construction du socialisme en Russie), Staline et Boukharine, reprenant sans le dire la conception du parti socialiste révolutionnaire, décidèrent de créer le socialisme en Russie de façon indépendante à partir des conditions (pré-capitalistes) propres à la Russie. Staline a été contre Trotsky

le réalisateur du passage historique du marxisme occidental au national-socialisme russe, ce qui pour la Russie était un grand progrès. Mais en même temps, le stalinisme conservant le cosmopolitisme prolétarien, le transforma d'instrument des impérialismes allemand, anglais et français, en instrument de l'impérialisme russe, de messianisme occidental en messianisme russe.

L'identification abusive entre la marche vers le progrès dans le monde et la forme spécifique que cette évolution a prise en Russie, et la négation de la persistance des tendances impérialistes en régime socialiste, ont conduit les partis communistes des autres pays à sacrifier les intérêts nationaux, les intérêts du socialisme dans chaque pays, aux visées impérialistes russes et à se transformer en forces de pression sur leur bourgeoisie pour faire entrer leur pays dans l'orbite russe dans l'espoir que la domination russe réaliserait le socialisme.

Sans pouvoir examiner ici dans le détail la ligne suivie par tous les partis communistes sur les questions nationales, indiquons quelques traits essentiels.

En U.R.S.S., tous les groupes ethniques, ou presque tous, ont vu leur existence reconnue, des territoires leur ont été attribués, leurs langues ont été littérisées et enseignées. On voit d'emblée quel immense progrès cela représente par rapport au régime d'oppression intégrale qu'était le tzarisme ou même par rapport à bien des états bourgeois. Mais à côté de cela, on doit reconnaître que :

— de nombreuses nations ont été intégrées à l'U.R.S.S. par invasion (Lituanie, Lettonie, etc.), accompagnée parfois de l'anéantissement des mouvements révolutionnaires nationaux (Ukraine, Géorgie) ;

— à tous les points de vue l'indépendance des républiques (et à plus forte raison celle des régions ne jouissant pas du statut de république fédérée) n'est qu'une fiction, comme dans toute fédération, la constitution prévoyant que toute loi d'une république peut être abolie par une loi de l'union, et tout le pouvoir réel étant dans les mains d'un parti où les Russes sont en très forte majorité ;

— toute revendication d'indépendance, toute orientation politique et économique dans ce sens, sont consi-

dérées comme des crimes, et l'histoire des peuples non-russes depuis quarante ans a été marquée par les perpétuelles épurations des nationalistes et surtout des communistes nationaux ;

— les nationalités n'y jouissent que d'une relative autonomie linguistique, le russe étant obligatoire dans toutes les écoles et tendant à supplanter totalement les langues indigènes dans les hautes classes, la modernisation de ces langues elle-même allant souvent de pair avec une russification ;

— l'expansion russe se poursuit partout par assimilation et peut-être plus encore par immigration, les Russes étant par exemple devenus une forte majorité en Carélie finnoise, en Crimée turque, etc. ;

— les limites territoriales sont souvent injustes : la Bessarabie a été ainsi arrachée à la Roumanie malgré sa population à très forte majorité roumaine et annexée à l'U.R.S.S. sous le nom de Moldavie ; la région ukrainienne du Kouban et la région khryvitche (biélorusse) de Smolensk sont annexées à la R.S.F.S.R.

— plusieurs peuples n'ont pu faire leur unité nationale, ainsi les Turcs qui malgré leurs revendications ont été atomisés en dix-sept républiques et territoires à l'intérieur de l'U.R.S.S. (ceci sans même parler du problème plus complexe de leur véritable unité nationale avec les Turcs de Turquie, de l'Azerbaïdjan persan, et du Sinkiang) ;

— enfin certaines nationalités et fractions de nationalités ont été supprimées et dispersées par décret, cette mesure ayant été partiellement annulée et réparée par Khrouchtchev ; le sort des Juifs s'apparente à celui de ces nationalités, puisque tout mouvement national, toute expression culturelle en hébreu d'abord, en yiddish ensuite, tout rapatriement en Israël (qui aurait été massif sans cela) leur ont été interdits, et que la mort de Staline leur a évité de justesse des persécutions plus sévères encore.

A l'extérieur la politique soviétique jouait un rôle essentiel dans la lutte contre l'impérialisme anglo-américain, mais, sous prétexte de lutter contre celui-ci, assurait sa propre domination sur les « démocraties populaires » et sur les partis communistes, et par là-même donnait la

meilleure des justifications à son adversaire. Chacun des deux super-impérialismes ne peut maintenir sa domination sur ses vassaux que grâce à la menace que l'autre « Grand » fait peser sur ceux-ci. C'est ainsi que tout coup porté à l'un des deux touche en même temps son rival (en facilitant la lutte contre ce dernier dans un autre pays), et que se vérifie dans les faits l'unité interne du combat mené par toutes les forces nationalistes neutralistes.

En France le P.C.F. lutte résolument contre l'emprise anglo-américaine sous toutes ses formes, et soutient partiellement les peuples des colonies françaises. Son anti-colonialisme est très relatif, car subordonné à sa lutte contre l'actuel régime français, et se transformerait en colonialisme socialiste en cas de prise du pouvoir dans la métropole ; c'est ce qui explique sa participation (alors qu'il était au gouvernement) à l'envoi du corps expéditionnaire en Indochine ainsi qu'aux massacres de la région de Sétif en 1945, son soutien de la « départementalisation des Antilles, et de façon générale sa position pour une « véritable » Union française. Par sa soumission inconditionnelle à la Russie, le P.C.F. heurte le nationalisme français d'une grande partie de la population dans ce qu'il a de plus légitime, tandis que par son semi-colonialisme, son opposition à toute lutte concrète contre la guerre d'Algérie, il tente de se racheter en flattant les déformations impérialistes de ce nationalisme. D'autre part, le P.C.F. ne réclame par les régions françaises irrédentes : Wallonie, Suisse française, Val d'Aoste, Canada français, îles normandes, et il ne reconnaît pas le droit à l'indépendance de la Bretagne, de l'Occitanie, etc. ; il parle seulement d'une « situation particulière » en Alsace et en Moselle au lieu de reconnaître l'appartenance allemande de la majeure partie de ce territoire.

Les trotskystes se sont souvent opposés à la pratique impérialiste de l'époque stalinienne, réclamant par exemple l'indépendance des républiques soviétiques et l'évacuation des « démocraties populaires » par l'armée russe, mais sans s'apercevoir que cette pratique était liée inéluclablement aux erreurs et aux imprécisions théoriques du marxisme et du léninisme. Là comme en d'autres

domaines, ils n'ont fait aucun effort de renouvellement théorique, et ils ont conservé des positions cosmopolites, donc pro-impérialistes (tel le soutien des « Etats-Unis socialistes d'Europe ») ; ils sont parmi les partis d'origine marxiste qui n'ont rien appris sur la question nationale. Ils n'ont pas compris que les conflits économiques se sont toujours développés sur les deux plans (entre nations et entre classes), que la suppression des rapports de force internationaux, des impérialismes, est un but en soi tout aussi important que la suppression du capitalisme, et que la lutte pour la paix et l'indépendance nationale est en relation avec la lutte pour le socialisme mais ne s'identifie pas à celle-ci.

Dans le seul pays où ils constituent une force importantes, Ceylan, ils s'opposent au nationalisme cinghalais, et toujours sous prétexte d'égalité formelle, ils favorisent l'invasion croissante de toute l'île par les Tamouls, au lieu de réclamer la cinghalisation de l'Etat, le rapatriement des Tamouls, et le rattachement au Tamilnad de l'ex-nord de l'île anciennement et exclusivement peuplé de Tamouls.

3° Enfin tend à se constituer une troisième idéologie, expression des intérêts communs de toutes les nations, l'internationalisme ou ethnisme, que l'on peut appeler nationalisme de gauche, patriotisme de gauche, pacifisme conscient.

Le cosmopolitisme n'étant qu'une abstraction masquant une pratique impérialiste, l'internationalisme, l'ethnisme, est la seule alternative concrète à l'impérialisme, la seule conception pouvant arracher aux forces réactionnaires le nationalisme en en détruisant les interprétations abusives. L'ethnisme provient de la découverte par certains marxistes et autres tendances de gauche de l'importance et de la permanence des faits nationaux, et de leur osmose pratique et théorique avec des mouvements purement nationalistes que les faits amènent de plus en plus à prendre conscience des droits de toutes les nations et des implications sociales de leurs luttes contre l'impérialisme.

Cette position affirme le caractère fondamental des problèmes nationaux, condamne tous les impérialismes

et leurs camouflages cosmopolites, lutte pour l'indépendance et l'unité de chaque nation dans ses limites ethniques, condamne toute immixtion étrangère dans les affaires intérieures d'une nation, réclame la suppression des rapports de force entre nations, et réclame également le développement des échanges pacifiques de tous ordres entre toutes les nations.

Parmi les religions, il faut signaler qu'à l'inverse du « catholicisme » romain (parfait exemple d'un cosmopolitisme à contenu impérialiste et théocratique, qui a toujours rêvé, particulièrement ces dernières années, du Saint Empire Romain Germanique), et alors que le protestantisme tend au démocratisme cosmopolite, le christianisme orthodoxe a toujours eu tendance à valoriser les cultures nationales, et à affirmer la conception internationaliste d'églises nationales dont la collaboration sans inégalités ni prédominance forme l'Eglise universelle ; il lui reste à préciser que ces églises doivent correspondre non aux Etats existants mais aux ethnies.

L'orientation d'indépendance nationale et de coexistence pacifique tend depuis une dizaine d'années à l'emporter contre la politique des blocs impérialistes et monolithiques, lesquels laissent apparaître de plus en plus des signes de désagrégation. Elle en est cependant encore à un stade de réalisation empirique, manque d'élaboration théorique, et en conséquence est entachée dans la pratique de nombreuses manifestations impérialistes.

L'action persévérante des communistes yougoslaves aura joué un très grand rôle dans les progrès de cette politique de coexistence active, et ce sont ces principes qu'ont proclamés à la conférence de Bandung les nations d'Asie et d'Afrique récemment libérées. Faute d'avoir adopté la définition linguistique de la nation, il reste beaucoup à faire à ces Etats pour appliquer les principes internationalistes dans leur propre pays, pour éliminer leurs propres tendances impérialistes.

En Yougoslavie, les titistes ont vigoureusement défendu leur indépendance, et ont été le premier communisme national triomphant après la Russie, mais cette fois-ci contre elle, et en rejetant le principe même du cosmopolitisme et d'un quelconque messianisme national. Ils ont ainsi repris les conceptions des communistes natio-

naux « borotbistes » ukrainiens et des communistes nationaux turcs partisans de Sultan Galiev. Cependant cela ne les empêche pas de conserver des territoires albanais, bulgares, roumains, hongrois, italiens, et d'avoir créé des républiques prétendues autonomes ne reposant sur aucune nationalité réelle (Bosnie, Monténégro, Croatie) afin de faire oublier les minorités réelles et de faire oublier qu'il existe deux nations distinctes : serbocroate et slovène (celle-ci incluant les Croates « kajkaviens ») et non une nation « yougoslave ».

En Chine le parti communiste avait dès 1934 sous la direction de Mao Tsé Toung, rompu avec les orientations russo-réformiste-stalinienne et cosmopolite-ouvriériste-trotskyiste, pour élaborer une voie chinoise du socialisme basée sur l'union de toutes les classes anti-impérialistes. Il n'en existe pas moins un impérialisme socialiste chinois sur les Mandchous, les Tibétains, les Miao-Tsé, etc., et sur les quatre nationalités siniennes mais non chinoises du sud-est de l'actuel Etat chinois.

Le nationalisme socialiste arabe, pensé par le parti Baath et dirigé par Nasser, est en voie de réaliser rapidement l'indépendance et l'unité arabes de Casablanca à Abadan. Mais bientôt se posera le problème des nations berbère, copte, nubienne, araméenne, et déjà se pose le problème d'Israël. Au lieu de manifester un violent impérialisme anti-israélien, l'Arabie unie devrait reconnaître l'existence de la nation hébraïque, lui restituer la Jordanie et lui céder le Sinaï inhabité, et organiser l'échange des populations arabes de ces régions contre tous les Juifs des pays arabes, tandis qu'Israël devrait aider le panarabisme contre les impérialistes français et anglo-américains.

En Israël même cette politique est approximativement représentée par le parti Achdout Avoda.

L'Inde neutraliste de Nehru devrait reconnaître l'indépendance des Mahrattes, des Cachemiriens, des Nagas, des Télougous, des Tamouls, des Malayalams (pour ne parler que des peuples où le mouvement national est déjà important), au lieu d'organiser la répression contre eux.

En Afrique, où la domination impérialiste fut sans doute plus féroce que partout ailleurs, les territoires coloniaux avaient été découpés de la manière la plus absurde, sans tenir compte des nationalités. La recherche du maximum d'efficacité contre le colonialisme européen a donné

naissance au pan-africanisme neutraliste, et déjà dans certaines nationalités, outre ce nécessaire anticolonialisme négatif, apparaissent des consciences nationales positives, qui après éclatements et regroupements des actuels Etats artificiels, aboutiront à de véritables états nationaux.

En Russie des progrès très nets dans un sens internationaliste se manifestent. La reconnaissance par Staline que la langue se place au niveau des forces productives et non des faits de classes, la déclaration russo-yougoslave de Belgrade proclamant que la politique intérieure de chaque nation ne concerne qu'elle-même, l'admission au moins théorique des voies nationales du socialisme, la mise en œuvre par les successeurs de Staline d'une politique de détente et de concurrence pacifique, la tendance à respecter davantage l'indépendance nationale (attitude vis-à-vis des pays de Bandung et de la Serbocroatie, suppression des sociétés étatiques mixtes dans les « démocraties populaires », rétablissement des républiques de l'U.R.S.S. dissoutes par Staline), constituent des étapes importantes pour l'élaboration et la victoire mondiale de l'internationalisme.

On peut espérer que le moment viendra où tous les partis communistes après être passés du cosmopolitisme au nationalisme russe, abandonneront l'idée de « la Russie, patrie du socialisme » (qui recouvrait un défaitisme face à leurs propres capacités de prendre le pouvoir et de construire le socialisme), abandonneront leur double nationalité pour devenir pleinement nationaux en même temps que véritablement internationalistes.

Il est cependant de toute évidence qu'un impérialisme ne peut en aucun cas se suicider et disparaître de bon gré. L'évolution idéologique des dirigeants du colonialisme russe est elle-même le résultat de la pression croissante des peuples opprimés, et l'on pouvait prévoir que les luttes de ceux-ci seraient dures pour imposer aux dirigeants russes le développement et l'application de leurs nouveaux principes. Les conditions dans lesquelles a pu triompher le communisme national polonais sous la direction de Gomulka et d'autre part le sauvage écrasement de la Hongrie un moment indépendante sont là pour nous le rappeler.

Les faits amèneront de plus en plus les marxistes à abandonner leur opportunisme radical sur la question

nationale, à tempérer leur déterminisme de classe exclusif en admettant aussi un déterminisme ethnique, et à étayer ainsi une doctrine devenue manifestement insuffisante.

Dans les pays occidentaux capitalistes, principaux foyers d'impérialisme, les tendances internationalistes sont moins marquées, plus incohérentes qu'ailleurs.

Dans les pays de langue anglaise (majeure partie de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande), dont la domination voilée s'exerce sur les autres pays capitalistes par l'intermédiaire de leurs trusts et des partis étrangers liés à ceux-ci, la principale force anti-colonialiste et pacifiste est celle des travaillistes de gauche d'Angleterre, auxquels il faut ajouter des libéraux américains tels que Kennan, et certains isolationnistes. La lutte pour la paix et la coexistence pacifique est ici primordiale, et de la plus grande importance pour le monde entier. C'est d'autre part le conservateur Churchill qui a lancé l'idée de la réunification politique des états de la nation anglaise ; cette réunification provoquerait certainement un grand progrès dans la politisation des masses américaines.

Dans les états de nationalité espagnole, la libération de la domination anglaise (au sens ethnique du terme) et l'unité de la « hispanidad » se fera par l'action des partisans de Fidel Castro en Amérique espagnole et en Espagne même, par les péronistes d'Argentine, par le parti nationaliste de Porto-Rico, et par des éléments venus de la Phalange et de la C.N.T.

En Allemagne, la voie nationaliste neutraliste (véritablement nationale-socialiste et non pas impérialiste sociale comme l'hitlérisme) est d'une nécessité peut-être plus évidente qu'ailleurs ; la libération des impérialismes anglo-américain et russe, la réunification, sera l'œuvre d'une social-démocratie plus fidèle à l'orientation de Schumacher, plus résolument neutraliste et anti-européenne, ainsi que de petits groupes communistes nationaux d'Allemagne orientale et de certains néo-nazis d'Allemagne occidentale (tel le « Groupement de combat pour une Allemagne indépendante » qui existe aussi en Alsace).

En France, il faudra compter sur le Parti Communiste si ses oppositionnels parviennent à le dérussifier, sur certains éléments du P.S.U. s'ils rejettent le mirage cosmopolite européen, sur certains groupes nationalistes tels que

« Patrie et Progrès », lorsque poussés par les faits, ils abandonneront leur colonialisme anachronique, enfin sur les organisations de résistance à la guerre d'Algérie lorsqu'elles auront exprimé de façon plus précise une orientation politique positive.

Le problème essentiel est de voir si le régime gaulliste, après avoir mené jusqu'à son terme (au milieu de quelles difficultés !) la décolonisation en Algérie et dans les autres pays d'outre-mer, saura entreprendre ce qui devrait être la deuxième étape de son programme, c'est-à-dire une politique nationaliste neutraliste française, avec toutes ses implications économiques face aux trusts anglo-américains et face à la « Petite Europe ». Selon que de Gaulle réalisera ou non cette orientation « gaulliste de gauche », « nationale-communiste », les groupes susdits se trouveront évidemment devant des tâches très différentes.

Enfin les mouvements nationaux des nationalités dépendantes d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord sont très en retard en raison de la difficulté qu'il y avait de donner un contenu social à leur mouvement et à la difficulté de lutter face à des pays en pleine expansion capitaliste, prospères, puissants, et les ayant soumis à une assimilation déjà ancienne. Il n'en est plus de même maintenant, et ces mouvements réalisent des progrès croissants, encore timides chez les Noirs d'Amérique et les Amérindiens, en Occitanie et en Frise, déjà importants en Ecosse, en Cymru (Pays de Galles), et en Bretagne.

Soulignons encore une fois que c'est seulement sur la base d'une étude scientifique des faits nationaux que l'internationalisme peut servir de guide pratique. A une époque où les contradictions entre nations ont pris le pas sur les contradictions entre classes (où tout au moins la solution des unes n'est pas séparable de celle des autres), il s'agit là d'une nécessité première. Essentiellement si l'on n'admet pas le critère linguistique, pris historiquement, et corrigé dans certains cas par le critère démographique, il ne reste en fait pour savoir quand et jusqu'où il y a nation, que le critère étatique, c'est-à-dire le soutien des impérialismes établis, ou encore un vulgaire opportunisme réduisant ses tenants à être sur les questions nationales une simple arrière-garde du mouvement historique.

PROGRAMME INTERNATIONALISTE

Une théorie n'a de valeur qu'en tant que guide pour l'action.

De l'étude précédente, découle le programme suivant :

1°) Une étude de l'état linguistique actuel de l'humanité doit être faite, afin d'établir la liste des nations à partir du principe d'intercompréhension.

Constituent une langue nationale :

— toute langue commune ou groupe de parlers actuellement usité par un groupe humain occupant un territoire déterminé ;

— toute langue actuellement usitée par une ethnie ayant autrefois occupé un territoire, si cet idiome a été usité sans interruption et s'il n'a pas évolué depuis lors en de nouvelles langues nationales.

2°) Le principe d'intercompréhension sera interprété largement dans le cas de populations très peu nombreuses, ainsi que dans le cas de dialectes intermédiaires n'offrant pas de caractéristiques propres de quelque importance.

3°) La disparition totale de l'usage d'une langue signifie la disparition de cette nation, et il ne peut en aucun cas être revenu là-dessus. De même n'y a-t-il pas lieu de tenir compte de certaines peuplades en nombre infime dont la prochaine disparition en tant qu'ethnies est pratiquement inévitable. Le nombre de nationalités qu'indiquent ces principes est d'environ deux cents.

4°) La délimitation territoriale entre les nations devra se faire suivant l'appartenance linguistique de la population lorsque cette appartenance est unique et stable.

5°) Lorsque cette appartenance a changé partiellement sur un territoire donné par assimilation, cette assimilation sera tenue pour nulle. Lorsque cette appar-

tenance a changé totalement, il en sera de même sauf si l'assimilation est ancienne (datant d'au moins deux ou trois siècles) ou si elle concerne une nation disparue.

6°) Lorsque cette appartenance a changé par immigration et substitution récentes, cette substitution sera également nulle sauf si l'ancienne ethnie était de très faible densité ; dans ce dernier cas le territoire est partagé en rapport avec l'importance numérique des deux populations, ainsi qu'en tenant compte du droit de priorité. Lorsque un territoire est habité de longue date par des nationalités différentes, il sera partagé proportionnellement à leur importance numérique.

7°) Des échanges de territoires et de populations seront effectués lorsque cela sera nécessaire pour restaurer l'unité territoriale et humaine d'une nation, la mer n'étant pas cependant considérée comme rompant cette unité territoriale. Il en sera de même pour éviter qu'un état national ne soit entouré de toutes parts par une nation, et afin d'assurer à cet état soit un accès à la mer soit une frontière commune avec une seconde nation.

8°) Lorsque une nation n'a plus de territoire, son ancien pays lui sera rendu totalement ou partiellement, sauf s'il est occupé par une nation de forte densité, auquel cas un territoire lui sera accordé dans des régions peu peuplées.

9°) De nouveaux territoires pris parmi les moins peuplés et autant que possible géographiquement semblables au pays d'origine seront accordés aux nations surpeuplées.

10°) Dans chaque nationalité l'unité linguistique sera achevée ou restaurée. Le passage du stade « ensemble de parlers » à celui de « langue commune unique » s'effectuera partout où ce n'est pas encore fait.

Dans ce but on devra adopter les formes phonétiques et grammaticales des dialectes centraux, modifiées par des emprunts aux divers dialectes périphériques. On préférera les formes originales (par rapport à celles des autres langues) dans la mesure où elles sont suffisamment répandues ; ce deuxième critère sera seul retenu en ce qui concerne la sélection lexicale. Enfin le maximum de clarté et de précision sera recherché tant dans les formes grammaticales que lexicales.

Les langues nationales ainsi unifiées seront dotées des termes philosophiques ou scientifiques qui peuvent leur manquer.

11°) Toutes les langues adopteront une écriture alphabétique et une orthographe phonétique.

12°) Dans le territoire de chaque nation, la langue nationale sera la seule langue de l'administration, de la presse, de l'enseignement (dans laquelle est donné l'enseignement). L'enseignement des langues étrangères sera encouragé, mais aucune ne devra être obligatoire de préférence aux autres.

13°) Lorsque la langue nationale n'est plus parlée par une grande partie de la population, ou lorsque le travail théorique de son unification et de son enrichissement n'est pas encore effectué, les mesures du paragraphe précédent ne seront réalisées que progressivement et selon les possibilités, en passant par une étape de bilinguisme officiel.

14°) Chaque nation doit former un état unifié et souverain, jouissant de l'indépendance politique et de l'égalité juridique vis-à-vis des autres nations. Par état, il faut entendre ici non pas une certaine structure interne, mais un organisme réglant tous les problèmes que posent les rapports avec les autres nations. L'état doit être dirigé par des forces réellement ethnistes ; tout groupement ayant des objectifs antinationaux ou pouvant en avoir parce que dépendant de directions étrangères, de même que tout groupement ayant des objectifs impérialistes, doit être exclu de toute possibilité de parvenir au pouvoir.

15°) Les étrangers peuvent résider sur le territoire national dans la mesure où l'état les y autorise, mais ne peuvent y jouer aucun rôle politique ou militaire ; leur naturalisation ne peut être accordée qu'en nombre restreint et lorsque elle correspond à une assimilation réelle.

16°) Chaque nation doit obtenir son indépendance économique, c'est-à-dire que tous les moyens de production et de distribution importants doivent être propriété nationale, propriété ou de membres de la nation ou de l'état. Le commerce extérieur doit être contrôlé ou mono-

polisé par l'état ; l'interdépendance — c'est-à-dire des échanges sur des bases égalitaires et non accompagnés de conditions politiques — est seule compatible avec l'indépendance nationale.

17°) Tous les problèmes posés par les rapports internationaux devront être réglés par accords entre les nations indépendantes intéressées. Toutes les forces armées devront être dissoutes, et les armes de guerre détruites. Des organismes internationaux exprimant l'interdépendance de fait des nations sont souhaitables, mais uniquement en tant qu'organismes de collaboration technique ne jouissant d'aucune autorité propre.

L'O.N.U. dont le principe est parfaitement valable doit être réformée de sorte : a) qu'en soient membres seulement les états correspondant à une nationalité et réellement indépendants ; b) que les conflits soient réglés non au hasard des marchandages et des coalitions mais à partir des principes ethnistes, seule base objective et impartiale de règlement.

18°) Les moyens de réalisation de ce programme seront : la propagande et les moyens légaux, l'action de masse et la résistance passive, enfin lorsque cela est efficace et nécessaire la guerre de libération nationale.

C'est dire que l'abandon de la force dans les rapports internationaux et le désarmement sont d'abord subordonnés à l'obtention de l'indépendance et de l'unité nationales, et ensuite doivent être réalisés simultanément par les différentes nations.

La non-intervention dans les affaires intérieures d'une nation doit d'ores et déjà être appliquée, mais il n'en est pas de même dans les conflits internationaux. Tant que subsistent les rapports de force entre nations, toute nation a intérêt, a le droit et le devoir d'aider les autres à se défendre contre une agression ou à conquérir leur indépendance. Cependant il s'agit là d'un problème tactique, et en particulier les guerres de libération nationale doivent être subordonnées à leur tour à la nécessité supérieure d'éviter un conflit mondial.

19°) Il doit exister dans chaque nation un mouvement se proposant la réalisation de ces objectifs. Tous ces mouvements doivent coordonner leurs efforts à l'échelle mondiale au sein d'une Internationale conçue non comme un super-parti mais comme une association de partis égaux unis par un programme commun et précis concernant les problèmes internationaux, mais échangeant seulement des informations en ce qui concerne les problèmes intérieurs de chaque pays.

BIBLIOGRAPHIE

Parmi les ouvrages dont l'apport théorique ou la documentation ont été indispensables pour élaborer la présente étude, il faut citer :

- C. Lévy-Strauss *Race et histoire.*
M. Dufrené *La personnalité de base.*
Meillet et Cohen *Les langues du monde.*
M. Cohen *Le langage.*
N. Lahovary *Le sang des peuples.*
Bourdel et Genevay *Sang, tempérament, travail et races.*
J. Staline *Le marxisme et la question nationale.*
J. Staline *A propos du marxisme en linguistique.*
V. I. Lénine *L'impérialisme stade suprême du capitalisme.*
J. de Castro *Géopolitique de la faim.*
W. von Wartburg *Les origines des peuples romans.*
J. Ancel *Slaves et Germains.*
Baumann et Westermann .. *Les peuples et les civilisations de l'Afrique.*
Abdoulaye Ly *Les masses africaines et l'actuelle condition humaine.*
W. Kolartz *La Russie et ses colonies.*
Instit. Nat. de la Statistique *Les minorités ethniques en Europe centrale et balkanique.*
- Parmi les articles parus depuis quelques années et qui convergent sur tel ou tel point avec les thèses ici défendues, signalons :
- L. Dalmas *Le nationalisme et la gauche (Tribune des peuples).*
P. Rivet *Lettre sur l'anthropologie (Diogenes, n° 13).*
J.-P. Sartre *La Chine que j'ai vue (France-Observateur n° 290).*
A. Bennigsen *Sultan Galiev, l'U.R.S.S. et la révolution coloniale (Esprit, avril 1957).*
E. Morin *Principes d'explication des changements sociaux au XX^e siècle (Arguments n° 1).*
E. Morin *Le péril jeune (Arguments n° 2).*
J. Duvergnaud *Marxisme : idéologie ou philosophie (Arguments n° 2).*
L. Goldmann *Un bilan désabusé (Arguments n° 2).*
et divers articles de la « Revue de psychologie des peuples » et de « Forces latines ».

TABLE DES MATIERES

Introduction	7
Humanité et nations	8
Définition de la nation	9
Langage et pensée	9
La langue, indice synthétique	10
Les autres caractéristiques de la nation	13
Régions et familles ethniques	16
Naissance, évolution et mort des nations	16
Les nations à l'époque moderne	20
Rapports de force entre nations	23
L'assimilation	27
L'exploitation	29
Nations et classes	31
Echanges internationaux	35
L'écriture	39
Ideologies et nations	41
1° - Ideologies imperialistes	41
2° - Ideologies cosmopolites	42
3° - Ideologie internationaliste	52
Programme internationaliste	58
Bibliographie	63
Table des matieres	64

POST-SCRIPTUM

Un bon nombre d'événements récents montre la progression croissante des nationalismes progressistes. Citons seulement : la montée extrêmement rapide du Mouvement Populaire Wallon, le vote par 350 municipalités bretonnes d'une motion quasi-autonomiste, la lutte violente des Sud-Tyroliens, le soulèvement kurde en Irak, le demi-éclatement du Congo en fonction des unités ethniques, enfin et surtout l'indépendance croissante de plusieurs partis communistes, dont la manifestation la plus importante est l'adoption par le parti communiste italien d'un texte répudiant la notion de parti-guide ou d'Etat-guide, et affirmant la nécessité d'une autonomie réelle pour chaque parti communiste national.

La « voie nationale du socialisme » devient et deviendra de plus en plus une réalité.

Il conviendrait d'ajouter à la bibliographie le très intéressant ouvrage de John Strachey : « La fin de l'imperialisme ».

